



CONSEIL COMMUNAL DU 8 FÉVRIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 8 FEBRUARI 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Coudrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

08.02.2024/A/0001

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21.12.2023 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21.12.2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 21.12.2023 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
BESLIST
om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 21.12.2023 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- #002/05.12.2023/B/0024# - Marché de services de formations en matière de diversité - Attribution
- #002/05.12.2023/B/0037# - Activités Parascolaires: Encadrement d'ateliers créatifs de langue en néerlandais les mercredis après-midi durant les activités socio-culturelles pendant l'année 2024. Désignation du prestataire
- #002/05.12.2023/B/0075# - Aménagement d'une des deux parcelles dédiées aux enfants au Cimetière d'Auderghem : approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire
- #002/05.12.2023/B/0092# - Achat de zinguerie pour réparer de la corniche du local garage au cimetière communal - marché de fourniture de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire
- #002/05.12.2023/B/0097# - Pose de linoleum au 1er étage du Centre d'Art à Rouge Cloitre - marché de travaux de faible montant par facture acceptée - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire
- #002/05.12.2023/B/0110# - Fourniture et entretien des appareils d'extinction d'incendie - Marché par Procédure Négociée sans publication préalable – Attribution du marché
- #002/12.12.2023/B/0014# - Achat de mobilier pour la bibliothèque du centre 2023 - procédure négociée sur simple facture acceptée
- #002/12.12.2023/B/0027# - Remplacement de la porte d'entrée du Centre sportif - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Modification budgétaire - Désignation de l'adjudicataire.
- #002/12.12.2023/B/0042# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers sur le thème « Ajuster ses actions à ses croyances et ses valeurs pour renforcer sa confiance et aller vers son objectif par étape ».
- #002/12.12.2023/B/0043# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Elevator pitch : tout dire en 120 mots et 45 secondes ».
- #002/12.12.2023/B/0044# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Réalisation d'un CV Vidéo ».
- #002/12.12.2023/B/0045# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Assertivité ».
- #002/12.12.2023/B/0046# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Regards nouveaux, regards croisés ».
- #002/12.12.2023/B/0047# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Se réinventer par la découverte de ses forces ».
- #002/12.12.2023/B/0048# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers « Les 100 questions les plus posées lors de l'entretien d'embauche ».
- #002/12.12.2023/B/0049# - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Rédiger une lettre de motivation qui percute ».

- **#002/12.12.2023/B/0050#** - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Langage verbal et préparation par simulation à l'entretien d'embauche ».
- **#002/12.12.2023/B/0051#** - Printemps de l'Emploi 2024 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « estime de soi ».
- **#002/12.12.2023/B/0064#** - Location, livraison, montage et démontage de tonnelles pour le Marché de Noël des Mini-Entreprises sur le site de Rouge Cloître les 16 et 17/12/2023- Marché par procédure négociée sans publicité - Attribution
- **#002/12.12.2023/B/0079#** - Achat de 9 switches FORTISWITCH pour remplacer les CISCO switches en fin de vie – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.-
- **#002/12.12.2023/B/0101#** - Projet du Budget partagé n°43 « Installer des nichoirs dans tous les quartiers » - Achat de nichoirs connectés – Cheap T'Chip
- **#002/19.12.2023/B/0004#** - Fourniture de produits de soins pour bébés dans les crèches communales pour les exercices 2024 et 2025.– Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/19.12.2023/B/0005#** - Fourniture pour l'administration communale et le CPAS de produits d'hygiène écologiques pour une durée de 12 mois – Procédure de faible montant– Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense – Désignation des firmes à consulter.
- **#002/19.12.2023/B/0044#** - Activités Parascolaires: Encadrement de stage de langue en néerlandais durant les congés scolaires de printemps (du 29.04 au 10.05.2024) et d'Automne (du 21.10 au 1.11.2024). Désignation du prestataire
- **#002/19.12.2023/B/0046#** - Centre scolaire du Souverain - Achat de jeux d'extérieurs - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/19.12.2023/B/0050#** - Achat de sacs en vrac pour fruits/légumes pour les commerces- marché de faible montant - attribution
- **#002/19.12.2023/B/0091#** - Mission de coordination de sécurité du chantier portant sur les travaux pour la conception et la réalisation d'un skate park intégré - Marché de services de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/19.12.2023/B/0092#** - Réalisation d'une évaluation appropriée des incidences relative à la conservation de la nature en vue du renouvellement de l'éclairage au Stade communal - Marché de services de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/19.12.2023/B/0108#** - Achat d'aménagements cyclables - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/19.12.2023/B/0109#** - Achat de matériel de signalisation - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/19.12.2023/B/0111#** - Fournitures de matériel pour l'installation des dropzones - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/19.12.2023/B/0146#** - Achat d'un Fortigate Firewall pour pour remplacer le firewall actuel d'Irisnet - raison : fin de vie et plus supporté – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/09.01.2024/B/0020#** - Atelier « caviardage » à la bibliothèque du centre le 15/02/2024 : Désignation d'un prestataire - Procédure négociée sur simple facture.
- **#002/09.01.2024/B/0021#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un atelier créatif à la ludothèque le 09/03/2024 - procédure négociée sur simple facture acceptée

- **#002/09.01.2024/B/0051#** - Nettoyage et désinfection du matériel informatique en 2024 - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/16.01.2024/B/0020#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un "On lit bébé" le 03/02/2024 à la bibliothèque du centre - procédure négociée sur simple facture acceptée
- **#002/16.01.2024/B/0021#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation de trois "On lit bébé" les 06/04, 04/05 et 05/10/2024 à la bibliothèque du centre - procédures négociées sur simple facture acceptée
- **#002/16.01.2024/B/0079#** - Entretien et remise en conformité de la grue HIAB - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 140.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/05.12.2023/B/0024#** - Overheidsopdracht betreffende opleidingen i.v.m. de diversiteit - gunning
- **#002/05.12.2023/B/0037#** - Buitenschoolse activiteiten: Begeleiding van creatieve taalworkshops Nederlands op woensdagmiddag tijdens de sociaal-culturele activiteiten in het jaar 2023
- **#002/05.12.2023/B/0075#** - Inrichting van een van de twee aan kinderen gewijde percelen op de begraafplaats van Oudergem: goedkeuring van de uitgaven en aanwijzing van de inschrijver aan wie de opdracht is gegund
- **#002/05.12.2023/B/0092#** - Aankoop van zinken om de kroonlijst van de garage te herstellen op de gemeentelijke begraafplaats - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/05.12.2023/B/0097#** - Leggen van linoleum op de 1ste verdieping van het kunstencentrum van het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/05.12.2023/B/0110#** - Levering en onderhoud van brandblusapparatuur - Aanbesteding via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking -Gunning van het opdracht
- **#002/12.12.2023/B/0014#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst 2023 en spellenbibliotheek - overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanvaarde factuur
- **#002/12.12.2023/B/0027#** - Vervanging van de toegangsdeur van het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Wijziging van de begroting - Aanduiding van de aanbesteder.

- **#002/12.12.2023/B/0042#** - Joblente 2024 : "Pas je acties aan aan je overtuigingen en waarden om je zelfvertrouwen een boost te geven en stap voor stap naar je doel te gaan".
- **#002/12.12.2023/B/0043#** - Joblente 2024 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop : "Elevator pitch : techniek voor snelle communicatie"
- **#002/12.12.2023/B/0044#** - Joblente 2024 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Een video CV maken"
- **#002/12.12.2023/B/0045#** - Joblente 2024 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"
- **#002/12.12.2023/B/0046#** - Joblente 2024 : "Nieuwe perspectieven, gekruiste perspectieven"
- **#002/12.12.2023/B/0047#** - Joblente 2024 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop: "Jezelf opnieuw uitvinden door het ontdekken van je sterke punten"
- **#002/12.12.2023/B/0048#** - Joblente 2024 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "De 100 meest gestelde vragen tijdens het sollicitatiegesprek"
- **#002/12.12.2023/B/0049#** - Joblente 2024 "Een sollicitatiebrief schrijven die opvalt"
- **#002/12.12.2023/B/0050#** - Joblente 2024 - Gunning van de opdracht volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de workshop "Voorbereiding door simulatie op sollicitatiegesprekken"
- **#002/12.12.2023/B/0051#** - Joblente 2024 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Zelfvertrouwen"
- **#002/12.12.2023/B/0064#** - Huur, levering, montage en demontage van vouwtenten voor de Mini-Bedrijven Kerstmarkt op de site Rode Klooster op 16 en 17/12/2023 - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Gunning
- **#002/12.12.2023/B/0079#** - Aankoop van 9 switches FORTISWITCH ter vervanging van de CISCO switches die end of life zijn en niet meer in het beheer staan van Irisnet - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/12.12.2023/B/0101#** - Gedeelde begroting Project nr. 43 "Nestkastjes plaatsen in alle wijken" - Aankoop van aangesloten nestkastjes - Cheap T'Chip
- **#002/19.12.2023/B/0004#** - Levering van babyverzorgingsproducten in de gemeentelijke kinderkribbes voor de dienstjaren 2024 en 2025 - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/19.12.2023/B/0005#** - Aankoop van ecologische hygiëneproducten voor de gemeente en de OCMW voor een periode van 12 maanden – Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde – Vaststelling van de voorwaarden – Goedkeuring van de uitgave – Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/19.12.2023/B/0044#** - Buitenschoolse activiteiten: Begeleiding van creatieve taalworkshops Nederlands op woensdagmiddag tijdens de sociaal-culturele activiteiten in het jaar 2023
- **#002/19.12.2023/B/0046#** - "Schoolcentrum Vorstlaan" - aankoop buitenspelletjes - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur
- **#002/19.12.2023/B/0050#** - Aankoop van zakken voor groenten en vruchten voor winkeliers– Opdracht voor leveringen van beperkte waarde – Toekenning
- **#002/19.12.2023/B/0091#** - Veiligheidscoördinatieopdracht voor de ontwerp en bouw van een geïntegreerd skatepark - Overheidsopdracht voor diensten van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/19.12.2023/B/0092#** - Het uitvoeren van een passende effectbeoordeling

- op het gebied van natuurbehoud voor de vervanging van de verlichting in het Stadion - Overheidsopdracht voor diensten van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- #002/19.12.2023/B/0108# - Aankoop van signalisatiemateriaal - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de uitvoerende firma
 - #002/19.12.2023/B/0109# - Aankoop van signalisatiemateriaal - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de uitvoerende firma
 - #002/19.12.2023/B/0111# - Aankoop van de benodigheden voor de plaatsing van dropzones - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de uitvoerder van de opdracht
 - #002/19.12.2023/B/0146# - Aankoop van een Foritgate Firewall om de huidige firewall van Irisnet te vervangen - reden : end of life en niet meer ondersteund - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.
-
- #002/09.01.2024/B/0020# - "Boeken delen" workshop in de bibliotheek van het centrum op 15/02/2024: Aanstelling van een dienstverlener - Onderhandelingsprocedure op basis van een eenvoudige factuur
 - #002/09.01.2024/B/0021# - Aanstelling van een dienstverlener voor een creatieve workshop in de speelgoedbibliotheek op 09/03/2024 - onderhandelingsprocedure op basis van een eenvoudige aanvaarde factuur
 - #002/09.01.2024/B/0051# - Reiniging en desinfectie van computerapparatuur in 2024
 - #002/16.01.2024/B/0020# - Aanwijzing van een opdrachtnemer voor de animatie van "On lit bébé" op 14/01/2023 in de bibliotheek van het centrum - onderhandelingsprocedures over eenvoudige aanvaarde factuur
 - #002/16.01.2024/B/0021# - Aanwijzing van een opdrachtnemer voor de animatie van "On lit bébé" op 14/01/2023 in de bibliotheek van het centrum - onderhandelingsprocedures over eenvoudige aanvaarde factuur
 - #002/16.01.2024/B/0079# - Onderhoud en in conformiteitstelling van de HIAB-kraan - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 140.000€ exclusief btw geraand wordt;
 - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

08.02.2024/A/0003 **Secrétariat**
Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;
 Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
2. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage sur le territoire auderghemois de la marche ADEPS, le dimanche 17 mars 2024
3. Arrêté de la Bourgmestre afin d'autoriser le placement d'un échafaudage le long de la façade du n° 1278 chaussée de Wavre en urgence pour faire réparer sa corniche dans les meilleurs délais.
4. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'un camion de science sur le square du Sacré Cœur, le 18 décembre 2023.
5. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la campagne de sensibilisation de l'asbl Greenpeace durant l'année 2024 à Auderghem
6. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation d'un comptoir gourmand sur le parking du White Night du 20 décembre au 31 décembre 2023
7. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation d'un camion frigorifique devant le restaurant la Tapasseria du 22 au 24 décembre et du 29 au 31 décembre
8. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'ouverture tardive du magasin « Simony sprl » situé chaussée de Wavre 1008 à 1160 Auderghem le 31 décembre 2023
9. Arrêté de la Bourgmestre pour autoriser la société VIVAQUA à placer des blocs en béton New Jersey au croisement de la rue des PECHERIES avec l'avenue du GARDON, afin d'éviter que la circulation non-locale puisse emprunter la Rue des PECHERIES de part en part, du mercredi 20 décembre 2023 au lundi 4 mars 2024.
10. Dossier n°47 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de JEOX CONSULTING pour la réalisation de travaux sis stations de métro Delta, Beaulieu, Demey et Herrmann-Debroux, du 09/01/2023 au 11/01/2023, de 00h00 à 05h00.
11. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une brocante rue du Verger le 9 juin 2024
12. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la campagne de sensibilisation de l'Ilot durant l'année 2024 à Auderghem

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester tot het bevelen van de begrafenis van een behoeftige die om redenen van volksgezondheid op gemeentegrond is overleden
2. Besluit van de Burgemeester tot toelating van de ADEPS-wandeling te Oudergem op zondag 17 maart 2024
3. Besluit van de Burgemeester tot het plaatsen van steigers langs de gevel van de Waverssteenweg 1278 met spoed om de kroonlijst zo snel mogelijk te herstellen.
4. Besluit van de Burgemeester tot het tijdelijk plaatsen van een wetenschapstruck op het Sacré Coeurplein op 18 december 2023.
5. Besluit van de Burgemeester tot toelating van de sensibiliseringscampagne van

Greenpeace gedurende 2024 in Oudergem.

6. Besluit van de Burgemeester tot het installeren van een gastronomisch loket op de parking van de Witte Nacht van 20 december tot 31 december 2023.
7. Besluit van de Burgemeester tot het plaatsen van een koelwagen voor het restaurant Tapasseria van 22 tot 24 december en van 29 tot 31 december.
8. Besluit van de Burgemeester waarbij de laattijdige opening wordt toegestaan van de winkel "Simony bvba" gelegen aan de Waversesteenweg 1008, 1160 Oudergem, op 31 december 2023
9. Besluit van de Burgemeester om de firma VIVAQUA toestemming te verlenen voor het plaatsen van betonblokken uit New Jersey op de kruising van de Visserijstraat met de Voornlaan, om te voorkomen dat niet-plaatselijk verkeer van de ene kant naar de andere kant van de Visserijstraat rijdt, van woensdag 20 december 2023 tot en met maandag 4 maart 2024.
10. Dossier nr. 47 - Afwijking van de werktijden - Aanvraag van JEOX CONSULTING voor het uitvoeren van werken in de metrostations Delta, Beaulieu, Demey en Herrmann-Debroux, van 09/01/2023 tot 11/01/2023, van 00u00 tot 05u00.
11. Besluit van de Burgemeester tot toelating van een rommelmarkt in de Vergerstraat op 9 juni 2024
12. Besluit van de Burgemeester tot toelating van de sensibiliseringscampagne van de vzw 't Eliandje gedurende 2024 in Oudergem

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

08.02.2024/A/0004

Secrétariat

Communication : Délégation du contreseing du Secrétaire communal à certain-es collaborateurs-trices

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 111 et 263duodecies ;

Considérant ce qui suit :

Le Secrétaire est, comme fonctionnaire dirigeant le plus important, responsable du système de contrôle interne.

Parmi les principes de base d'un système de contrôle interne figurent les deux directives suivantes :

- un cumul de trop de pouvoirs et de compétences dans une seule personne (ici, le Secrétaire) n'est pas une bonne solution ;
- tout qui a un pouvoir de direction dans l'organisation est responsable du bon fonctionnement du système de contrôle interne ; il est donc essentiel de faire coïncider les compétences avec les responsabilités réelles sur le terrain.

Vu la délégation de signatures que le Secrétaire a consentie dès 2010 à certains membres du personnel;

Attendu qu'il y a lieu, à présent, d'actualiser la délégation au regard des changements de responsables et de la pratique.

PREND ACTE :

Des délégations octroyées le 09.01.2024 par le Secrétaire communal.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs locaux.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededeling : Machtiging van de medeondertekening van de Gemeentesecretaris aan mederwerker-sters

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikelen 111 en 263 duodecies;

Overwegende wat volgt :

De Secretaris is, als hoogste leidinggevende ambtenaar, de ultieme verantwoordelijke voor het interne controlesysteem.

Onder de basisbeginselen van een intern controlesysteem vinden wij de twee volgende richtlijnen:

- de opeenstapeling van te veel machten en bevoegdheden in een persoon (hier, de Secretaris) is geen "good practice";
- iedereen die leiding geeft in de organisatie is verantwoordelijk voor een goed intern controlesysteem en het goed functioneren hiervan; het is dan ook van essentieel belang dat competenties worden afgestemd op de feitelijke verantwoordelijkheden in het veld..

Gezien de delegatie van handtekening die de Secretaris sinds 2010 verleend heeft aan sommige personeelsleden .

Overwegende dat het nodig is de delegatie te actualiseren naar aanleiding van de wisseling van verantwoordelijken en de praktijk terzake.

NEEMT AKTE

Van de delegaties gegeven op 09.01.2024 door de Gemeentesecretaris.

Onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een beknopte omschrijving, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegde voor de plaatselijke besturen.

De Raad wordt geïnformeerd.

08.02.2024/A/0005

Secrétariat

École Régionale Intercommunale de Police (ERIP) – Projet de fusion de l'ERIP avec l'Académie Régionale de Police de Bruxelles (ARPB) - Ratification

LE CONSEIL,

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 18.12.2023 de l'asbl ERIP ;

Vu la délibération du Collège 002/12.12.2023/B/0089 ;

Considérant ce qui suit :

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 18.12.2023 de l'asbl École Régionale Intercommunale de Police est parvenu à l'administration le 06.12.2023, soit après la fixation de l'ordre du jour de la séance du Conseil communal du 21.12.2023.

L'assemblée générale de l'ERIP était prévue le 18.12.2023 soit avant la séance du Conseil communal du 21.12.2023.

DÉCIDE

De ratifier la décision du Collège référencée 002/12.12.2023/B/0089

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

Gewestelijke Intercommunal Politieschool (GIP) - Project om GIP samen te voegen met de Gewestelijke PolitieAcademie Brussel (GPAB) - bekrachtiging

DE RAAD,

Gezien de agenda van de algemene vergadering van 18.12.2023 van de vzw GIP;

Gezien de beraadslaging van het College 002/12.12.2023/B/0089;

Gezien het volgende:

De agenda voor de algemene vergadering van 18.12.2023 van de vzw ERIP is door de administratie ontvangen op 06.12.2023, dus nadat de agenda voor de gemeenteraadsvergadering van 21.12.2023 was vastgesteld.

De algemene vergadering van ERIP was gepland op 18.12.2023, dus vóór de vergadering van de Gemeenteraad van 21.12.2023.

BESLUIT

De beraadslaging van het college te bekrachtigen waarnaar wordt verwezen in 002/12.12.2023/B/0089

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0006

Secrétariat

WePulse – Convention en exécution de l'article 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 - 377.949,40 Euros

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Revu sa délibération 002/22.12.2022/A/0031 portant " Participation au programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux de la Région bruxelloise" ;

DÉCIDE ;

D'approuver les termes de la convention entre le Fonds Régional Bruxelles de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem en exécution de l'article 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

WePulse – Overeenkomst in uitvoering van artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 - 377.949,40 Euros

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de beraadslaging 002/22.12.2022/A/0031 houdende " Deelname aan het

programma voor informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden van het Brussels Gewest " ;

BESLUIT

de voorwaarden van het overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeente Oudergem in uitvoering van artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0007

Secrétariat

WePulse – Convention en exécution de l'article 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 - 143.338,96 Euros

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Revu sa délibération 002/22.12.2022/A/0031 portant " Participation au programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux de la Région bruxelloise" ;

DÉCIDE

D'approuver les termes de la convention entre le Fonds Régional Bruxelles de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Auderghem et le CPAS d'Auderghem en exécution de l'article 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

WePulse – Overeenkomst in uitvoering van artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 - 143.338,96 Euros

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de beraadslaging 002/22.12.2022/A/0031 houdende " Deelname aan het programma voor informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden van het Brussels Gewest " ;

BESLUIT :

De voorwaarden van het overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Gemeente Oudergem en het OCMW van Oudergem in uitvoering van artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0008

Recette
Seniors Auderghem asbl - Exercice 2022 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

d'approuver le compte de l'a.s.b.l. Seniors Auderghem - exercice 2022.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Ontvangerij
Senioren Oudergem vzw - Dienstjaar 2022 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

de rekening van de v.z.w. Senioren Oudergem dienstjaar 2022 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Vanessa Rigodanzo entre en séance / treedt in zitting.

08.02.2024/A/0009

Service Juridique
Autorisation d'introduire une requête en intervention suite au recours en annulation (G/A 240.269/V-2033) introduit à l'encontre du permis d'urbanisme 02/ECO/1827947 à délivrer par le Fonctionnaire délégué à "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" pour étendre l'école fondamentale "De Stadsmus"; construire un nouveau bâtiment scolaire, abattre 10 arbres à haute tige, démolir 1 volume détaché et 2 volumes adjacents, installer des installations temporaires (4 classes en conteneur + 1 sanitaire) pendant la période de construction du nouveau bâtiment scolaire, mettre en place de collecteurs d'eaux pluviales > 10m³ et aménager 24 emplacements de parking à l'air libre. - aménager une zone kiss and ride devant le bâtiment, Avenue Henri de Brouckère 16

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 117, 135 et 270;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire ;

Vu la demande de permis introduite par "GO! Onderwijs van de Vlaamse

Gemeenschap" pour étendre l'école fondamentale "De Stadsmus"; construire un nouveau bâtiment scolaire, abattre 10 arbres à haute tige, démolir 1 volume détaché et 2 volumes adjacents, installer des installations temporaires (4 classes en conteneur + 1 sanitaire) pendant la période de construction du nouveau bâtiment scolaire, mettre en place de collecteurs d'eaux pluviales > 10m³ et aménager 24 emplacements de parking à l'air libre ;

Considérant ce qui suit :

Le service de l'enseignement de la communauté flamande a récemment introduit une demande de permis afin d'augmenter la capacité de l'école "de Stadmus" située avenue Henri de Brouckère 16 ainsi que de modifier certains aménagements.

A l'annonce du projet, 67 réclamations ont été introduites.

Dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande, la commission de concertation a rendu un avis défavorable non unanime, confirmé par le collège des bourgmestre et échevins pour les motifs suivants :

- il n'est pas tenu compte de l'impact de l'augmentation significative de la capacité scolaire de cette école (de 250 écoliers à 420/480) et des nuisances qu'elle occasionnera ;
- la nécessité d'augmenter significativement la capacité scolaire n'est pas établie ;
- le nouvel aménagement ne garantit pas la sécurité aux abords de l'école et méconnaît les réglementations en vigueur ;
- le volet concernant l'impact du projet sur la mobilité présente des lacunes ;
- certaines dérogations sont trop importantes et cause une mauvaise intégration du projet dans l'environnement.

Le 17 février 2023, le Fonctionnaire délégué a fait application de l'article 191 du Cobat en imposant les conditions suivantes :

- revoir le nombre de places de parking sur le site (elles doivent être suffisamment basses pour ne pas encourager l'utilisation de la voiture par le personnel, et suffisamment hautes pour ne pas causer d'intrusion/de nuisance le long des rues avoisinantes) et les supprimer le long de l'allée menant à la zone intérieure et contre les limites de la parcelle ; l'ensemble du parking doit être perméable à l'eau ;
- prévoir davantage de places de stationnement pour les vélos sur le terrain ;
- soumettre une proposition de panneaux de signalisation sur les bâtiments ;
- ne pas installer de kiss-and-ride sur le domaine public sans l'accord du Bourgmestre et de l'Echevinat d'Auderghem et en accord avec les plans de modification des abords ;
- pour l'aménagement du parvis (entrée arrière et entrée de l'école), opter pour un matériau et une couleur qui montrent clairement la séparation entre le domaine privé (entrée arrière et entrée de l'école) et le domaine public (chemin piétonnier).

Un recours en suspension d'extrême urgence a été introduit par deux riverains (G/A 240.269/V-2033) et le Conseil d'Etat a suspendu le permis d'urbanisme (arrêt no 257.706 du 20 octobre 2023).

Un recours en annulation a été introduit par les riverains.

Les conditions précitées ne répondant que très partiellement aux remarques émises par la commune et de nombreuses réclamations ayant été introduites par le voisinage, il convient d'introduire une requête en intervention.

Par 15 voix POUR (Sophie de Vos, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Didier Gosuin, Jany Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Christine

Bogaert, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate), par 2 voix CONTRE (Martine Maelschalck, Cécile Henrard) et 8 ABSTENTIONS (Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Marie-Pierre Bauwens, François Lebovy, Ivo Van Ginneken, Pauline Vermeiren, Vanessa Rigodanzo)
DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire une requête en intervention dans le cadre du recours en annulation (G/A 240.269/V-2033) introduit au Conseil d'Etat à l'encontre du permis d'urbanisme 02/ECO/1827947 à délivrer par le Fonctionnaire délégué à "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" pour étendre l'école fondamentale "De Stadsmus"; construire un nouveau bâtiment scolaire, abattre 10 arbres à haute tige, démolir 1 volume détaché et 2 volumes adjacents, installer des installations temporaires (4 classes en conteneur + 1 sanitaire) pendant la période de construction du nouveau bâtiment scolaire, mettre en place de collecteurs d'eaux pluviales > 10m³ et aménager 24 emplacements de parking à l'air libre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Ecolo-Groen motive son abstention comme suit.

Le groupe Ecolo-Groen décide de s'abstenir sur ce point.

Tout d'abord, nous pensons qu'un pouvoir organisateur communal, par essence au service des citoyens, ne peut s'opposer à un projet portant sur l'enseignement.

Soulignons que ce projet a été adapté pour intégrer plusieurs remarques des riverains et de la Commune : notamment la suppression du kiss en ride, la diminution des emplacements de parkings, l'extension du parking vélos. Ceci témoigne de la volonté du PO de tenir compte des différents avis

Toutefois, ce projet n'est pas parfait, il y a la suppression de 10 arbres à haute tige, les nuisances qui impacteront les riverains proches et les enjeux de mobilité du projet.

Vu l'implantation de l'école dans la maille « Chant d'oiseau », nous ne pouvons qu'espérer qu'un plan de mobilité sera mis en place pour le quartier.

Nous privilégions le dialogue à l'attaque juridique.

De nombreux parents auderghemois accueillent avec enthousiasme la rénovation de leur école, qui apportera un cadre confortable et épanouissant pour leurs enfants.

25 votants : 15 votes positifs, 2 votes négatifs, 8 abstentions.

Non : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, François Lebovy, Ivo Van Ginneken.

Juridische dienst

Goedkeuring van de indiening van een verzoekschrift tot tussenkomst i.v.m. het vernietigingsberoep (G/A 240.269/V-2033) ingediend tegen bouwvergunning 02/ECO/1827947, af te geven door de Gedelegeerde Ambtenaar aan "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" voor het uitbreiden van basisschool "De Stadsmus"; het optrekken van een nieuw schoolgebouw, het kappen van 10 hoogstambomen, het slopen van 1 vrijstaand en 2 aangrenzende volumes, het installeren van tijdelijke voorzieningen (4 containerklassen + 1 sanitaire uitrusting) tijdens de periode van constructie van het nieuwe schoolgebouw, het plaatsen van regenwatercollectoren > 10 m³ en het inrichten van 24 parkeerplaatsen in de openlucht. - het inrichten van een kiss and ride-zone voor het gebouw, Henri de Brouckèrelaan 16

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117, 135 en 270;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening

Overwegende de vergunningsaanvraag ingediend door "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" voor het uitbreiden van basisschool "De Stadsmus"; het optrekken van een nieuw schoolgebouw, het kappen van 10 hoogstambomen, het slopen van 1 vrijstaand en 2 aangrenzende volumes, het installeren van tijdelijke voorzieningen (4 containerklassen + 1 sanitaire uitrusting) tijdens de periode van constructie van het nieuwe schoolgebouw, het plaatsen van regenwatercollectoren > 10 m³ en het inrichten van 24 parkeerplaatsen in de openlucht;

Overwegende wat volgt:

Het departement Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap heeft onlangs een vergunningsaanvraag ingediend om de capaciteit van de school "De Stadsmus" aan de Henri de Brouckèrelaan 16 te vergroten en bepaalde heraanlegwerken uit te voeren.

Toen het project werd aangekondigd, werden 67 klachten ingediend.

In het kader van de onderzoeksprocedure van de aanvraag, heeft de overlegcommissie een niet-unaniem ongunstig advies uitgebracht, dat door het college van burgemeester en wethouders werd bevestigd, om volgende redenen:

- Er wordt geen rekening gehouden met de impact van de aanzienlijke toename van de capaciteit van de school (van 250 naar 420/480 leerlingen) en de overlast die dit zal veroorzaken;
- de noodzaak om de schoolcapaciteit aanzienlijk uit te breiden staat niet vast;
- de heraanleg garandeert de veiligheid rond de school niet en voldoet niet aan de geldende voorschriften;
- het luik betreffende de impact van het project op de mobiliteit vertoont lacunes;
- sommige afwijkingen zijn te gewichtig en leiden tot een slechte integratie van het project in de omgeving.

Op 17 februari 2023 heeft de Gedelegeerde Ambtenaar artikel 191 van het BWRO toegepast door volgende voorwaarden op te leggen:

- herbekijken van het aantal parkeerplaatsen op het terrein (dit moet beperkt genoeg zijn om het autogebruik door het personeel niet aan te moedigen en uitgebreid genoeg om geen overlast te veroorzaken in de omliggende straten) en schrappen van degene langs de oprit naar de binnenzone en tegen de perceelsgrenzen; de hele parkeerplaats moet waterdoorlatend zijn;
- voorzien in meer fietsparkeerplaatsen op het terrein;
- indienen van een voorstel voor bewegwijzering op de gebouwen;
- geen kiss-and-ride installeren op het openbaar domein zonder het akkoord van Burgemeester en Schepenen van Oudergem en in overeenstemming met de plannen voor de heraanleg van de omgeving;
- voor het ontwerp van het voorplein (achteringang en schoolingang) kiezen voor een materiaal en een kleur die de scheiding tussen het privédomein (achteringang en schoolingang) en het openbare domein (voetpad) duidelijk aangeven.

Twee buurtbewoners hebben een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid ingediend bij de Raad van State (G/A 240.269/V-2033) en de Raad van State heeft de bouwvergunning geschorst (arrestnr. 257.706 van 20 oktober 2023). Dezelve omwonenden hebben een verzoekschrift tot nietigverklaring ingesteld.

Aangezien de bovenvermelde voorwaarden niet of slechts gedeeltelijk tegemoetkomen aan de opmerkingen van de gemeente en aangezien er talrijke klachten zijn ingediend door de omwonenden, is het aangewezen een verzoekschrift tot tussenkomst in te dienen.

Met 15 stemmen VOOR, (Sophie de Vos, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Didier Gosuin, Jany

Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Christine Bogaert, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate), 2 stemmen TEGEN (Martine Maelschalck, Cécile Henrard) en 8 ONTHOUDINGEN (Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Marie-Pierre Bauwens, François Lebovy, Ivo Van Ginneken, Pauline Vermeiren, Vanessa Rigodanzo)

BESLIST:

- de indiening van een verzoekschrift tot tussenkomst door het College ten gevolge van het vernietigingsberoep (G/A 240.269/V-2033) ingediend voor de Raad van State tegen stedenbouwkundige vergunning 02/ECO/1827947, af te geven door de gedelegeerde ambtenaar aan "GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" voor het uitbreiden van basisschool "De Stadsmus"; het optrekken van een nieuw schoolgebouw, het kappen van 10 hoogstambomen, het slopen van 1 vrijstaand en 2 aangrenzende volumes, het installeren van tijdelijke voorzieningen (4 containerklassen + 1 sanitaire uitrusting) tijdens de periode van constructie van het nieuwe schoolgebouw, het plaatsen van regenwatercollectoren > 10 m³ en het inrichten van 24 parkeerplaatsen in de openlucht goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Ecolo-Groen heeft de volgende redenen om zich van stemming te onthouden:

De Fractie Ecolo-Groen heeft besloten om zich op dit punt van stemming te onthouden.

Ten eerste zijn wij van mening dat een gemeentelijke organiserende overheid, die in wezen ten dienste staat van de burgers, zich niet kan verzetten tegen een project dat betrekking heeft op onderwijs.

Er moet worden opgemerkt dat dit project is aangepast om rekening te houden met een aantal opmerkingen van de buurtbewoners en de gemeente: in het bijzonder de afschaffing van de kiss en ride, de vermindering van het aantal parkeerplaatsen en de uitbreiding van de fietsenstalling. Hieruit blijkt de bereidheid van de PO om rekening te houden met de verschillende meningen.

Dit project is echter niet perfect, met de verwijdering van 10 hoogstammige bomen, de overlast die zal overlast voor omwonenden en de mobiliteitsproblemen van het project.

Gezien de locatie van de school in de "Vogelzangmaas", kunnen we alleen maar hopen dat er een mobiliteitsplan komt voor de buurt.

We geven de voorkeur aan dialoog boven gerechtelijke stappen.

Veel ouders Oudergemnaren ouders zijn enthousiast over de renovatie van hun school, die hun kinderen een comfortabele en bevredigende omgeving zal bieden.

25 stemmers : 15 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

Nee : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, François Lebovy, Ivo Van Ginneken.

08.02.2024/A/0010

Culture

Règlement du concours Objectif Commune 2024 sur le thème Architecture & Patrimoine d'Auderghem

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Vu l'organisation de la huitième édition du concours photo Objectif Commune;

Considérant les modalités des concours fixées par le règlement ci-joint

DECIDE

D'approuver le règlement du concours Objectif Commune sur le thème Architecture & Patrimoine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Cultuur

Reglement van de fotowedstrijd Gemeente in de kijker 2024 met als thema Architectuur & Erfgoed van Oudergem

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeente wet, artikel 117;

Gelet op de organisatie van de 8ste editie van de fotowedstrijd Gemeente in de kijker ;

Gelet op de voorwaarden van de fotowedstrijd zoals uiteengezet in het bijgevoegde reglement

BESLUIT

Het reglement van de fotowedstrijd Gemeente in de kijker 2024 met als thema Architectuur & Erfgoed goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0011

Environnement

Règlement communal relatif à l'octroi de la prime pour l'achat d'une compostière

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu le Plan d'actions Climat local, adopté par le Conseil communal en date du 30 novembre 2023 ;

Vu les actions du Plan Climat à réaliser, en particulier l'action 2.2.1 visant à « promouvoir le compostage des déchets ménagers » ;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en date du 21/12/2023, de la convention entre Bruxelles Environnement et la commune d'Auderghem relative à la subvention visant à promouvoir le compostage individuel et collectif sur le territoire communal ;

DECIDE:

- D'adopter le texte suivant, portant sur le règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'une compostière :

Article 1er – Champ d'application

Dans les limites du présent règlement et des crédits budgétaires disponibles, la commune d'Auderghem, dans le cadre de la prévention et de la gestion des déchets ménagers, octroie une prime pour l'achat d'une compostière individuelle.

Article 2 – Définition

Pour l'application du présent règlement, on entend par "compostière" tout dispositif destiné à la transformation de la matière organique en matière minérale (fût, silo, bac à compost, vermicompostière, bokashi...).

Article 3 – Bénéficiaires

La prime est octroyée à toute personne physique domiciliée à Auderghem, ainsi qu'à

toute personne morale ayant établi son activité à Auderghem, qui a acheté une compostière et qui s'engage à réaliser le compostage de ses déchets organiques (de cuisine, de jardin...).

Article 4 – Montant alloué

Le montant de la prime communale est limité à 75% du prix d'achat avec un maximum de 75 euros par compostière et par ménage. L'éventuelle tige d'aération constitue une dépense éligible.

Article 5 – Forme, délai

La demande de prime doit être introduite par écrit (courrier postal ou électronique) auprès de l'Administration communale d'Auderghem en renvoyant le formulaire spécifique prévu à cet effet, dans un délai de maximum quatre mois à dater de l'achat.

Article 6 – Pièces justificatives

Pour être recevable, la demande de prime doit contenir :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli et signé ;
- Une copie du ticket de caisse mentionnant l'article ou la facture d'achat, établie au nom du demandeur ;

Article 7 – Modalités de contrôle et de paiement

La prime communale est liquidée après validation du dossier de demande de prime par le service Environnement et décision du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 8 – Remboursement

Le demandeur ayant bénéficié de la prime est tenu de rembourser l'intégralité de celle-ci à l'administration communale en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse déposée dans le seul but d'obtenir indûment ladite prime.

Article 9 – Contestations

Le refus de la demande de prime communale peut faire l'objet d'une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et sous peine de déchéance, dans un délai d'un mois prenant cours lors de la notification de la décision de refus.

- De charger le Collège de fixer les modalités du formulaire relatif à la demande de prime (voir Annexes).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Leefmilieu

Gemeentelijk reglement betreffende het toekennen van een premie voor de aankoop van een compostvat

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

Gezien het Lokaal Klimaatactieplan, aangenomen door de gemeenteraad op 30 november 2023 ;

Gezien de acties die in het kader van het klimaatplan moeten worden uitgevoerd, met name actie 2.2.1 die gericht is op "het bevorderen van compostering van huishoudelijk afval";

Gezien de goedkeuring van de gemeenteraad van 21/12/2023 voor de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Oudergem, betreffende de subsidie voor het bevorderen van individueel en collectief composteren in de gemeente

BESLUIT :

- de volgende tekst vast te stellen met betrekking tot de verordening inzake de

toekenning van een gemeentelijke premie voor de aanschaf van een compostvat:

Artikel 1 – Voorwerp

Binnen de perken van het huidige reglement en van de beschikbare begrotingskredieten, kent Oudergem, in het kader van de preventie en het beheer van huishoudelijk afval, een premie toe voor de aankoop van een individuele compostrecipiënt.

Artikel 2 – Definitie

Voor de toepassing van het huidige reglement verstaat men onder "compostrecipiënt", elke installatie bestemd voor de verandering van organisch materiaal in mineraal materiaal (compostvat, -silo, -bak, wormcompostbak, bokashi,...).

Artikel 3 – Begunstigde

De premie wordt toegekend aan iedere inwoner gedomicilieerd in een gebouw gelegen op het grondgebied van Oudergem, alsook elke juridische entiteit gevestigd in Oudergem, die een compostrecipiënt gekocht heeft en die zich ertoe verbindt zijn organisch afval (keuken-, tuinafval) te composteren.

Artikel 4 – Toegekend bedrag

Het bedrag van de gemeentelijke premie wordt op 75% van de aankoop prijs vastgelegd, met een maximum van 75,00 EUR per compostrecipiënt en per huishouden. Elke ventilatiestaaf is een in aanmerking komende uitgave.

Artikel 5 – Vorms, deadline

De premieaanvraag moet schriftelijk (per post of e-mail) bij de gemeente administratie van Oudergem binnen een termijn van maximaal vier maanden te rekenen vanaf de datum van de aankoop ingediend worden, op basis van het specifiek aanvraagformulier

Artikel 6 – ondersteunende documenten

Om ontvankelijk te zijn, moet de premieaanvraag het volgende bevatten :

- Een volledig ingevuld en ondertekend premieaanvraagformulier ;
- Een kopie van het kasticket van het artikel of de aankoopfactuur, op naam van de aanvrager

Artikel 7 – vereffening

De gemeentepremie wordt betaald na validatie van de aanvraag en beslissing door het college van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8 – Terugbetaling

De aanvrager die een premie heeft ontvangen, is gehouden die premie volledig terug te betalen aan het gemeentebestuur in geval van onjuiste of bedrieglijke aangifte die als enig doel had de genoemde premie op onrechtmatige wijze te verkrijgen.

Artikel 9 – Betwistingen

Tegen de afwijzing van een aanvraag voor een gemeentelijke premie kan een klacht worden ingediend bij van Burgemeester en Schepenen.

Het bezwaarschrift moet schriftelijk ondertekend en met redenen omkleed, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van één maand die ingaat bij de betekening van de beslissing tot weigering.

- Het College op te dragen de voorwaarden van het premieaanvraagformulier vast te stellen (zie bijlagen)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Programme d'Actions Climat (PAC) – Volet 2 : Convention relative à la subvention visant à promouvoir l'utilisation des langes lavables en crèches communales

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale,

Vu le Programme d'Actions Climat (PAC) lancé par Bruxelles Environnement,

Considérant ce qui suit :

Le Collège a approuvé le dépôt de sa candidature pour le Volet 2 de l'appel à projet PAC 2023 visant à promouvoir l'utilisation des langes lavables en crèches communales (Points BOS du Collège en date du 11-07-23 et 31-10-23) ;

Parmi les projets déposés, Bruxelles Environnement a sélectionné le projet déposé par la commune d'Auderghem en date du 14/08/2023 visant à promouvoir l'utilisation des langes lavables en crèches communales, via l'octroi de prime pour l'achat de langes lavables, la mise en place d'un service interne de langes lavables, d'ateliers de sensibilisation pour le personnel encadrant des différents milieux d'accueil auderghemois et pour les parents fréquentant les crèches communales ;

DECIDE :

De marquer son accord pour la conclusion d'une convention avec Bruxelles Environnement relative à la subvention visant à promouvoir l'utilisation des langes lavables en crèches communales

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Peuterzorg**Klimaatactieprogramma (GLB) - Deel 2: Subsidieovereenkomst ter bevordering van het gebruik van wasbare luiers in gemeentelijke kinderdagverblijven**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet,

Gelet op het door Leefmilieu Brussel gelanceerde Klimaatactieprogramma (AKP),

Overwegende hetgeen volgt:

Het College heeft ingestemd met de indiening van zijn aanvraag voor deel 2 van de oproep CAP 2023 voor projecten ter bevordering van het gebruik van wasbare luiers in gemeentelijke kinderdagverblijven (BOS-punten van het College d.d. 11-07-23 en 31-10-23);

Van de ingediende projecten heeft Leefmilieu Brussel het project geselecteerd dat op 14/08/2023 werd ingediend door de gemeente Oudergem en dat tot doel heeft het gebruik van wasbare luiers in de gemeentelijke kinderdagverblijven te bevorderen door een premie toe te kennen voor de aankoop van wasbare luiers, een interne dienst voor wasbare luiers op te richten en sensibiliseringsworkshops te organiseren voor het toezichthoudend personeel van de verschillende kinderdagverblijven van Oudergem en voor de ouders van de gemeentelijke kinderdagverblijven;

BESLUIT:

In te stemmen met het sluiten van een overeenkomst met Leefmilieu Brussel betreffende de subsidie om het gebruik van wasbare luiers in de gemeentelijke kinderdagverblijven te promoten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Convention de mise à disposition d'un espace pour la création d'un cimetière pour animaux – entre S.C. "En Bord De Soignes" et la commune d'Auderghem – Approbation de la Convention

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale

Vu l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

Vu la délibération du Collège en sa séance du 19/07/2022 (#002/19.07.2022/B/0057#) prenant acte des Projets relatifs au service « Bien-être animal » pour la période 2022-2024, en particulier, le point « 1.4 Mise en place d'un cimetière pour animaux en collaboration avec l'Échevine en charge des cimetières et ses services » de l'axe 1 : « Sensibilisation au bien-être des animaux domestiques ».

Considérant ce qui suit :

- La population canine à Auderghem s'élève en 2023 à environ 5.041 chiens selon les données enregistrées par DOG ID ; Auderghem est la quatrième commune bruxelloise à avoir le plus de chiens par habitant.
- Les cimetières pour animaux domestiques existants dans les régions bruxelloise et wallonne sont :
 - Cimetière de [Woluwe-Saint-Pierre](#) situé chaussée de Stockel numéro 301, 1150 Woluwe-Saint-Pierre ;
 - Cimetière de [Rosières](#) (lié au refuge Veeweyde) situé chemin du Plagniau, 1301 Wavre (Bierges) ;
 - Cimetière de [Liège](#) situé rue des Neuf Journaux 250, 4000 Liège.
- Le cimetière pour animaux domestiques de Woluwe-Saint-Pierre est destiné à l'inhumation de chiens ou de chats pucés dont les propriétaires sont domiciliés à Woluwe-Saint-Pierre ou à Woluwe-Saint-Lambert. Les tarifs pratiqués au cimetière de Woluwe-Saint-Pierre sont relativement élevés, ce qui, d'après les informations obtenues, peut expliquer sa faible utilisation;
- Le service Bien-être Animal, en concertation avec le service Espace Public et « En Bord de Soignes », a étudié la faisabilité de la création d'un cimetière pour animaux derrière le cimetière d'Auderghem, sur le terrain appartenant à « En Bord de Soignes » ;
- Le projet de cimetière pour animaux s'étend sur un terrain d'environ 307 m² situé rue Franciscus Vandevelde et enregistré au cadastre sous le numéro E18Z14 (**cf. Annexe1 Projet cimetière animaux Localisation et périmètre**). Le périmètre est délimité par les murs existants au nord et à l'est, et un chemin existant à l'ouest et au sud (ce chemin longe le périmètre mais n'en fait pas partie). Un mur devra être érigé pour délimiter ces limites ouest et sud du cimetière. Le mur du côté est, qui est en mauvais état, devra être remplacé. L'espace sera ainsi complètement fermé visuellement ;
- La Convention de mise à disposition de cet espace par « En Bord de Soignes » est annexée à la présente délibération (**cf. Annexe Convention de mise à disposition EBDS-Auderghem Cimetière animaux.VF**) ;
 - La mise à disposition du terrain est consentie à titre gratuit.
 - Un état des lieux d'entrée, lequel fera partie intégrante de la convention, sera dressé contradictoirement entre les parties avant l'entrée en vigueur de la convention ;
- Les services suivants ont pris connaissance et approuvé le projet : service Espace Public, service Environnement, services Voirie/Plan Vert ;
- Les dépenses relatives à la création et l'aménagement du cimetière pour

animaux feront l'objet d'une prochaine délibération. Pour rappel, 60.000€ sont prévus à l'article 879/72460 du budget extraordinaire 2024 (report du budget de 2023) pour l'aménagement d'un cimetière pour animaux (ainsi que pour la réalisation d'espaces pour chien sans laisse).

DECIDE :

- D'approuver la Convention entre la commune d'Auderghem et « En Bord de Soignes » pour la mise à disposition d'un terrain situé rue Franciscus Vandevelde (parcelle E18Z14), pour la création du cimetière pour animaux ;
- De charger le service Bien-être animal du suivi de ce projet, en collaboration avec les services Espace Public et Voirie/Plan Vert.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Dierenwelzijn

Overeenkomst voor het ter beschikking stellen van ruimte voor de aanleg van een dierenbegraafplaats – tussen S.C. "En Bord De Soignes" en de gemeente Oudergem – Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet

Gelet op artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van dieren;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van 19/07/2022 (#002/19.07.2022/B/0057#) kennis nemend van de Projecten met betrekking tot de dienst "Dierenwelzijn" voor de periode 2022-2024, in het bijzonder punt "1.4 Het opzetten van een dierenbegraafplaats in samenwerking met de schepen belast met begraafplaatsen en haar diensten" van as 1: "Sensibilisering voor het welzijn van huisdieren".

Gezien het volgende:

- De hondenpopulatie in Oudergem bedroeg in 2023 ongeveer 5.041 honden, volgens gegevens geregistreerd door DOG ID. Oudergem is de vierde Brusselse gemeente met de meeste honden per inwoner;
- De bestaande begraafplaatsen voor gezelschapsdieren in het Brusselse en Waalse Gewest zijn:
 - Sint-Pieters-Woluwe : Stockellaan 301, 1150 Sint-Pieters-Woluwe;
 - Rosières (verbonden met de vluchtheuvel van Veeweyde) : Plagniauweg, 1301 Waver (Bierges);
 - Luik : rue des Neuf Journaux 250, 4000 Luik.
- De dierenbegraafplaats van Sint-Pieters-Woluwe is bedoeld voor het begraven van gechipte honden en katten waarvan de eigenaar in Sint-Pieters-Woluwe of Sint-Lambrechts-Woluwe woont. De tarieven die worden aangerekend op de begraafplaats van Sint-Pieters-Woluwe zijn relatief hoog, wat volgens de informatie die we hebben verkregen kan verklaren waarom deze begraafplaats niet veel wordt gebruikt;
- De dienst Dierenwelzijn heeft, in samenwerking met de dienst Openbare Ruimte en "En Bord de Soignes", de haalbaarheid bestudeerd om een dierenbegraafplaats achter begraafplaats Oudergem, op een terrein dat toebehoort aan "En Bord de Soignes";
- Het project voor de dierenbegraafplaats heeft betrekking op een perceel van ongeveer 307 m2 gelegen in de Franciscus Vandeveldestraat en ingeschreven in het kadaster onder nummer E18Z14 (**zie Bijlage 1 Projet cimetière animaux Localisation et périmètre**). De omtrek wordt begrensd door

bestaande muren in het noorden en oosten en een bestaand pad in het westen en zuiden (dit pad loopt langs de omtrek maar maakt er geen deel van uit). Er moet een muur worden geplaatst om deze westelijke en zuidelijke grenzen van de begraafplaats af te bakenen. De muur aan de oostkant, die in slechte staat is, moet worden vervangen. De ruimte wordt dus visueel volledig afgesloten;

- Een overeenkomst om deze ruimte ter beschikking door "En Bord de Soignes" te stellen is verstrekt (zie Bijlage Convention de mise à disposition EBDS-Auderghem Cimetière animaux.VF);
 - De grond wordt gratis ter beschikking gesteld.
 - Een inventaris van de inrichting, die integraal deel zal uitmaken van de overeenkomst, zal door beide partijen worden opgesteld voordat de overeenkomst van kracht wordt.
- De volgende afdelingen hebben kennis genomen van de overeenkomst en deze goedgekeurd: afdeling Openbare Ruimte, afdeling Milieu, afdelingen Groenplan en Wegen;
- Uitgaven met betrekking tot de aanleg en ontwikkeling van de dierenbegraafplaats zullen het onderwerp zijn van een toekomstig besluit. Ter herinnering: krachtens artikel 879/72460 van de buitengewone begroting voor 2024 (budget overgedragen van 2023) is 60 000 euro gereserveerd voor de aanleg van een begraafplaats voor huisdieren (en voor de aanleg van losloopgebieden voor honden).

BESLUIT:

- De overeenkomst goed te keuren tussen de gemeente Oudergem en "En Bord de Soignes" voor de terbeschikkingstelling van gronden gelegen rue Franciscus Vandevelde (perceel E18Z14), voor de aanleg van een dierenbegraafplaats;
- De dienst Dierenwelzijn belasten met de opvolging van dit project, in samenwerking met de dienst Openbare Ruimte en Groenplan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0014

Régie foncière

Fixation des loyers de base des emplacements de parking situés au sous-sol de l'immeuble sis avenue Jean Van Haelen, 11.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu que l'occupation des emplacements de parking de l'immeuble sis avenue Jean Van Haelen 11, propriété de la Régie foncière, se faisait jusqu'à présent sans titre ni droit, et donc sans paiement de loyer ;

Qu'il y a donc lieu de remédier à cette situation en liant l'occupant d'un emplacement de parking à la signature d'un contrat de bail ;

Que lesdits emplacements (au nombre de 8) seront prioritairement proposés aux locataires de l'immeuble pour un loyer mensuel de 75,00 € ;

Qu'à défaut de trouver preneur parmi ces derniers, les emplacements seront alors proposés aux personnes extérieures à l'immeuble pour un loyer mensuel de 120,00 € ;

Que cette différence de prix se justifie par le fait que les locataires de l'immeuble et donc de la Régie foncière sont des personnes à revenus modestes ;

Qu'en outre il est préférable pour raisons de sécurité et d'accès à l'immeuble qu'ils soient prioritaires dans l'occupation desdits emplacements de parking ;

DECIDE :

de procéder à la mise en location des emplacements de parking situé au sous-sol de l'immeuble sis avenue Jean Van Haelen 11 à Auderghem conformément aux conditions énoncées dans le bail et de fixer le loyer mensuel de base à comme suit :

- 75 € pour les locataires des appartements de l'immeuble ;
- 120 € pour des personnes extérieures à l'immeuble.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Vastelling van de basishuur van de parkeerplaatsen gelegen op de ondergrondse van het gebouw gelegen Jean Van Haelenlaan 11.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald art. 117 en 232;

Gelet op dat de parkeerplaatsen in het gebouw aan de Jean Van Haelenlaan 11, die eigendom zijn van de Regie voor grondbeleid, tot op heden zonder titel of recht, en dus zonder betaling van huur, in gebruik zijn;

Dat deze situatie derhalve dient te worden rechtgezet door de bezitter van een parkeerplaats te verplichten een huurovereenkomst te ondertekenen;

Dat de genoemde parkeerplaatsen (8) met voorrang zullen worden aangeboden aan de huurders van het gebouw tegen een maandelijkse huurprijs van €75,00;

Dat als er geen huurders worden gevonden onder deze huurders, de plaatsen zullen worden aangeboden aan mensen van buiten het gebouw voor een maandelijkse huurprijs van €120,00;

Dat dit prijsverschil gerechtvaardigd wordt door het feit dat de huurders van het gebouw en dus van de Regie voor grondbeleid mensen met een bescheiden inkomen zijn;

Dat het ook om redenen van veiligheid en toegang tot het gebouw de voorkeur verdient dat zij voorrang krijgen bij het bezetten van genoemde parkeerplaatsen;

BESLUIT :

de parkeerplaatsen gelegen in de ondergrondse verdieping van het gebouw aan de Jean Van Haelenlaan 11 te Oudergem te verhuren volgens de voorwaarden bepaald in het huurcontract en de maandelijkse basishuur als volgt vast te stellen :

- 75 € voor huurders van flats in het gebouw ;
- 120 voor personen van buiten het gebouw.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0015

Infrastructures communales

Engagements du Conseil concernant la demande de subsides URE – Remplacement des Châssis au CS Souverain (phase 10)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 123, 1°

Vu l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018

fixant les procédures de demande et de liquidation des subsides visées par l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu Arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2018 de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le plan régional de développement durable (PRDD)

Considérant que :

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue et répartit, dans les limites de la dotation triennale de développement, des subsides aux communes et CPAS pour réaliser certains investissements contribuant à la mise en œuvre de politiques prioritaires du Plan régional de développement et présentant un intérêt régional.

Le Gouvernement a fixé la priorité suivante pour le triennat 2022-2024 : la réalisation de travaux contribuant à une utilisation rationnelle de l'énergie dans des bâtiments appartenant aux communes ou aux CPAS.

Bruxelles-Pouvoirs locaux a lancé l'appel à projets « URE 22-24 » dans le cadre de ce triennat.

Vu que le Collège a décidé le 14/03/2023 (#002/14.03.2023/B/0121#) d'introduire la demande de subventions de Dotation Triennale de Développement URE (Triennat 2022-2024) auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet suivant dont une brève description est donnée ci-dessous:

Projet 1 – Remplacement des châssis de l'école du Souverain	
Coût Total estimé	979.158 Eur HTVA
Coût déjà réalisé	468.990 Eur HTVA
Estimation Coût restant à réaliser	510.168 Eur HTVA
Nécessité	Importante (ancien châssis en très mauvais état, mise en conformité PEB)
Etat d'avancement	60 % (en cours depuis 2013)
<ul style="list-style-type: none">• Diminution de la consommation gaz estimée• Diminution des rejets CO2	<ul style="list-style-type: none">• 25% (271.265 kWh/an)• 58.86 t/an

Vu que le 27/11/2023, le SPRB nous a informé de la décision du Gouvernement bruxellois du 16/11/2023 de subsidier le projet d'investissement DTD URE – Remplacement des châssis au CS Souverain pour une enveloppe à accorder de 281.822,00 € (référence 002/2023/134052/01).

Vu que la date limite pour l'introduction des dossiers complets de demande d'octroi de subside est celle du 31 décembre 2024.

Vu que ce marché a été attribué à la firme FABRIBOIS le 12/12/2023 (#002/12.12.2023/B/0078#) et que nous attendons la confirmation de l'autorité subsidiante pour leur envoyer le bon de commande afin d'exécuter ce marché en 2024.

Vu la décision du Collège du 05/12/2023 (#002/05.12.2023/B/0100#) de s'engager à maintenir la continuité des travaux de « Nettoyage des vitres dans les bâtiments scolaires et administratifs et de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien.

Vu que l'ordonnance régissant les subsides URE impose une décision du Conseil communal au sujet de

- La demande de subside ;
- L'Engagement sur l'honneur pour les 20 ans de ne pas faire de modification ;
- L'Engagement sur l'entretien du projet subsidié.

DECIDE:

- d'introduire la demande de subventions de Dotation Triennale de Développement URE (Triennat 2022-2024) auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet de Remplacement des châssis de l'école du Souverain
- de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien pour une période de 20 ans ;
- de s'engager à entretenir le projet subsidié en maintenant la continuité des travaux de « Nettoyage des vitres dans les bâtiments scolaires et administratifs »,

La présente délibération sera transmise au Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction Investissements.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijke infrastructuren

Toezeggingen van de Raad met betrekking tot de aanvraag voor REV-subsidies - Vervanging van de ramen van de school "CS Souverain" (fase 10)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 123, 1°;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels-Hoofdstedelijk-Gewest tot vaststelling tot van de procedures voor de aanvraag en de betaling van de subsidies bedoeld in het besluit van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies ter bevordering van investeringen van algemeen belang ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2018 tot vaststelling van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) ;

Overwegende dat :

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kent, binnen de grenzen van het driejarig ontwikkelingsbudget, subsidies toe aan de gemeenten en het OCMW om bepaalde investeringen uit te voeren die bijdragen tot de uitvoering van prioritaire beleidslijnen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan en die van gewestelijk belang zijn.

De Regering heeft de volgende prioriteit vastgelegd voor de driejarige periode 2022-2024: werkzaamheden uitvoeren die bijdragen tot een rationeel energiegebruik (REV) in gebouwen van gemeenten of OCMW's.

Brussel Lokale Besturen lanceerde de projectoproep "REV 22-24" als onderdeel van deze periode van drie jaar.

Aangezien het College op 14/03/2023 heeft beslist (#002/14.03.2023/B/0121#) om bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest subsidies aan te vragen uit de driejaarlijkse investeringsdotatie van REV (Driejarig 2022-2024) voor het volgende project, waarvan hieronder een korte beschrijving:

Project 1 – Vervanging van de ramen van de school “cs du Souverain”	
Totaal geraamde kosten	979.158 € excl. BTW
Reeds gemaakte kosten	468.990 € excl. BTW
Raming resterende kosten	510.168 € excl. BTW
Noodzaak	Aanzienlijk (oud ramen zijn in zeer slechte staat, EPB conform stellen)
Staat van vooruitgang	60 % (in uitvoering sinds 2013)

<ul style="list-style-type: none"> • Vermindering van het geschatte gasverbruik • Vermindering van de CO2-uitstoot 	<ul style="list-style-type: none"> • 25% (271.265 kWh/jaar) • 58.86 t/jaar
--	--

Aangezien de GOB ons op 27/11/2023 op de hoogte heeft gebracht van de beslissing van de Brusselse regering van 16/11/2023 om het investeringsproject DTD REV - Vervanging van de ramen van het CS Souverain te subsidiëren voor een toe te kennen bedrag van 281 822,00 € (referentie 002/2023/134052/01).

Aangezien 31 december 2024 de uiterste datum is voor de indiening van volledige subsidieaanvragen.

Gezien het feit dat deze opdracht op 12/12/2023 werd toegekend aan de firma FABRIBOIS (#002/12.12.2023/B/0078#) en dat wij wachten op de bevestiging van de subsidiaire autoriteit alvorens hen de bestelbon te sturen om onderhavige opdracht in 2024 uit te voeren.

Gezien het besluit van het College van 05/12/2023 (#002/05.12.2023/B/0100#) om zich ertoe te verbinden de continuïteit van de werkzaamheden "het wassen van de ruiten in school- en administratieve gebouwen" te handhaven en zich ertoe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan niet te wijzigen.

Aangezien de verordening inzake REV-subsidies een besluit van de gemeenteraad vereist met betrekking tot

- De subsidieaanvraag;
- Een beëdigde verbintenis om gedurende 20 jaar geen wijzigingen aan te brengen;
- een verbintenis om het gesubsidieerde project te onderhouden.

BESLIST OM:

- bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidieaanvraag in te dienen uit de driejarige investeringsdotatie REV (Driejarig 2022-2024) voor het project voor de vervanging van de ramen van de school "cs du Souverain"
- zich er onder ede toe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar;
- zich ertoe te verbinden het gesubsidieerde project in stand te houden door de continuïteit van de werkzaamheden "het wassen van de ruiten in school- en administratieve gebouwen" te waarborgen,

Onderhavige beraadslaging wordt verstuurd naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brusselse Lokale Besturen - Directie Investerings.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0016

Infrastructures communales

Engagements du Conseil concernant la demande de subsides URE – Remplacement des toitures Plates au CS Souverain

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 123, 1°

Vu l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018 fixant les procédures de demande et de liquidation des subsides visées par l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu Arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2018 de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le plan régional de développement durable (PRDD)

Considérant que :

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue et répartit, dans les limites de la dotation triennale de développement, des subsides aux communes et CPAS pour réaliser certains investissements contribuant à la mise en œuvre de politiques prioritaires du Plan régional de développement et présentant un intérêt régional.

Le Gouvernement a fixé la priorité suivante pour le triennat 2022-2024 : la réalisation de travaux contribuant à une utilisation rationnelle de l'énergie dans des bâtiments appartenant aux communes ou aux CPAS.

Bruxelles-Pouvoirs locaux a lancé l'appel à projets « URE 22-24 » dans le cadre de ce triennat.

Vu que le Collège a décidé le 14/03/2023 (#002/14.03.2023/B/0121#) d'introduire la demande de subventions de Dotation Triennale de Développement URE (Triennat 2022-2024) auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet suivant dont une brève description est donnée ci-dessous:

Projet 2 – Isolation des toitures plates du souverain	
Coût Total estimé	404.166 Eur HTVA
Coût déjà réalisé	130.092 Eur HTVA
Estimation Coût restant à réaliser	274.074 Eur HTVA
Nécessité	Importante (mise en conformité PEB)
Etat d'avancement	37%
<ul style="list-style-type: none">• Diminution de la consommation gaz estimée• Diminution des rejets CO2	<ul style="list-style-type: none">• 28,5% (305.640 kWh/an)• 66,324 t/an CO2

Vu que le 27/11/2023, le SPRB nous a informé de la décision du Gouvernement bruxellois du 16/11/2023 de subsidier le projet d'investissement DTD URE – Remplacement des toitures plates de l'école du Souverain pour une enveloppe à accorder de 78.518,44 € (référence 002/2023/134056/02).

Vu que la date limite pour l'introduction des dossiers complets de demande d'octroi de subside est celle du 31 décembre 2024.

Vu que ce marché a été attribué à la firme Tectum Constructors le 21/11/2023 (#002/21.11.2023/B/0122#) et que nous attendons la confirmation de l'autorité subsidiante pour leur envoyer le bon de commande afin d'exécuter ce marché en 2024.

Vu la décision du Collège du 12/12/2023 (#002/12.12.2023/B/0059#) de s'engager à réaliser l'entretien des toitures rénovées en réalisant 2 balayages par an ainsi que la vérification des avaloirs et de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien.

Vu que l'ordonnance régissant les subsides URE impose une décision du Conseil communal au sujet de

- La demande de subside ;
- L'Engagement sur l'honneur pour les 20 ans de ne pas faire de modification ;
- L'Engagement sur l'entretien du projet subsidié.

DECIDE

- d'introduire la demande de subventions de Dotation Triennale de Développement URE (Triennat 2022-2024) auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet de Remplacement des toitures plates de l'école du Souverain
- de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien pour une période de 20 ans ;
- de s'engager à entretenir le projet subsidié en réalisant 2 balayages par an ainsi que la vérification des avaloirs des toitures rénovées.

La présente délibération sera transmise au Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction Investissements.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijke infrastructuren

Toezeggingen van de Raad met betrekking tot de aanvraag voor REV-subsidies - Vervanging van de platte daken van de school "cs du Souverain"

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 123, 1°;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels-Hoofdstedelijk-Gewest tot vaststelling tot van de procedures voor de aanvraag en de betaling van de subsidies bedoeld in het besluit van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies ter bevordering van investeringen van algemeen belang ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2018 tot vaststelling van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) ;

Overwegende dat :

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kent, binnen de grenzen van het driejarig ontwikkelingsbudget, subsidies toe aan de gemeenten en het OCMW om bepaalde investeringen uit te voeren die bijdragen tot de uitvoering van prioritaire beleidslijnen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan en die van gewestelijk belang zijn.

De Regering heeft de volgende prioriteit vastgelegd voor de driejarige periode 2022-2024: werkzaamheden uitvoeren die bijdragen tot een rationeel energiegebruik (REV) in gebouwen van gemeenten of OCMW's.

Brussel Lokale Besturen lanceerde de projectoproep "REV 22-24" als onderdeel van deze periode van drie jaar.

Aangezien het College op 14/03/2023 heeft beslist (#002/14.03.2023/B/0121#) om bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest subsidies aan te vragen uit de driejaarlijkse investeringsdotatie van REV (Driejarig 2022-2024) voor het volgende project, waarvan hieronder een korte beschrijving:

Project 2 – Vervanging van de platte daken van de school "cs du Souverain"	
Totaal geraamde kosten	404.166 € excl. BTW
Reeds gemaakte kosten	130.092 € excl. BTW
Raming resterende kosten	274.074 € excl. BTW
Noodzaak	Aanzienlijk (EPB conform stellen)
Staat van vooruitgang	37%

<ul style="list-style-type: none"> • Vermindering van het geschatte gasverbruik • Vermindering van de CO2-uitstoot 	<ul style="list-style-type: none"> • 28,5% (305.640 kWh/jaar) • 66,324 t/jaar CO2
--	---

Aangezien de GOB ons op 27/11/2023 op de hoogte heeft gebracht van de beslissing van de Brusselse regering van 16/11/2023 om het investeringsproject DTD REV - Vervanging van de platte daken van de school "cs du Souverain" te subsidiëren voor een toe te kennen bedrag van 78.518,44 € (referentie 002/2023/134056/02).

Aangezien 31 december 2024 de uiterste datum is voor de indiening van volledige subsidieaanvragen.

Gezien het feit dat deze opdracht op 21/11/2023 werd toegekend aan de firma TECTUM CONSTRUCTORS (#002/21.11.2023/B/0122#) en dat wij wachten op de bevestiging van de subsidiaire autoriteit alvorens hen de bestelbon te sturen om onderhavige opdracht in 2024 uit te voeren.

Gezien het besluit van het College van 12/12/2023 (#002/12.12.2023/B/0059#) om zich om zich ertoe te verbinden de gerenoveerde daken te onderhouden door 2 schoonmaakbeurten per jaar uit te voeren en de dakgoten te controleren, en zich ertoe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan niet te wijzigen.

Aangezien de verordening inzake REV-subsidies een besluit van de gemeenteraad vereist met betrekking tot

- De subsidieaanvraag;
- Een beëdigde verbintenis om gedurende 20 jaar geen wijzigingen aan te brengen;
- een verbintenis om het gesubsidieerde project te onderhouden.

BESLIST OM:

- bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidieaanvraag in te dienen uit de driejarige investeringsdotatie REV (Driejarig 2022-2024) voor het project voor de vervanging van de platte daken van de school "cs du Souverain"
- zich er onder ede toe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar;
- zich ertoe te verbinden het gesubsidieerde project te onderhouden door 2 schoonmaakbeurten per jaar uit te voeren en de dakgoten op de gerenoveerde daken te controleren.

Onderhavige beraadslaging wordt verstuurd naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brusselse Lokale Besturen - Directie Investerings.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0017 **Infrastructures communales**
Rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem - CSC 07/2024 -
Marché par procédure ouverte - Approbation de la dépense et du cahier des
charges

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 et suivants ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu que la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem est nécessaire ;

Vu le cahier spécial des charges n°07/2024 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que la dépense est estimée à ± 550.000,00 € tvac ;

Considérant que cette dépense peut être répartie comme suit selon les quantités de matériel à fournir :

- Lot 1 : Auditorium : 430.000 €
- Lot 2 : Foyer : 65.000 €
- Lot 3 : Salle d'exposition : 35.000 €
- Lot 4 : Salle des fêtes : 20.000 €

Vu qu'un montant de 550.000,00 € est prévu à l'article 772/72460 du budget extraordinaire de 2024 pour la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu le DUME en annexe ;

Vu que cet avis sera publié au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Considérant qu'au vu du montant estimé du marché, la procédure ouverte peut être utilisée conformément à l'article 35 et 36 de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant que le marché sera alloué par salle concernée comme suit :

- Lot 1 : Auditorium;
- Lot 2 : Foyer;
- Lot 3 : Salle exposition;
- Lot 4 : Salle des fêtes;

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure ouverte et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°07/2024 ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 550.000,00 € tvac ;
- d'imputer cette dépense à l'article 772/72460 du budget extraordinaire de 2024 pour la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijke infrastructuren

Renovatie van de verlichting in het Cultureel Centrum van Oudergem - CSC 07/2024 - Openbare procedure - Goedkeuring van de uitgave en het bijzonder lastenboek

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;

Gezien de noodzaak om de verlichting van het Cultureel Centrum Oudergem te

vernieuwen;

Gelet op het bijzonder bestek nr. 07/2024 bestemd om deze onderneming te regelen;

Overwegende dat de uitgave geschat wordt op ± 550.000,00 € incl. BTW;

Overwegende dat deze uitgave kan als volgt worden onderverdeeld naar gelang van de te leveren hoeveelheden materiaal:

- Perceel 1 : Auditorium : 430.000 €
- Perceel 2 : Foyer : 65.000 €
- Perceel 3 : Tentoonstellingszaal : 35.000 €
- Perceel 4 : Feestzaal : 20.000 €

Gezien er op artikel 772/724.60 van de buitengewone begroting van 2024 een bedrag van 550.000,00 € is voorzien voor de renovatie van de verlichting van het Cultureel Centrum Oudergem;

Gezien het publicatiebericht, als bijlage ;

Gezien de UAE, als bijlage;

Gezien dat dit publicatiebericht zal worden gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Gezien de geraamde waarde van de opdracht kan de openbare procedure worden gebruikt overeenkomstig de artikelen 35 en 36 van de wet van 17 juni 2016.

Overwegende dat de opdracht in volgende percelen wordt verdeeld:

- Perceel 1 : Auditorium;
- Perceel 2 Foyer;
- Perceel 3 : Expositiezaal;
- Perceel 4 : Feestzaal;

BESLIST :

- om een overheidsopdracht op te stellen en de gunningsvoorwaarden vast te leggen overeenkomstig het bijzonder bestek nr. 07/2024;
- om het publicatiebericht, als bijlage, goed te keuren;
- de uitgave, geschat op € 550.000,00 incl. BTW, goed te keuren;
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 772/72460 van de buitengewone begroting 2024 voor de renovatie van de verlichting van het Cultureel Centrum van Oudergem;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

08.02.2024/A/0018

Secrétariat

Question orale de Messieurs François Lebovy et Ivo Van Ginneken (ECOLOGROEN) : Tous à l'eau

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,

Chers collègues,

Faire construire une piscine communale à Auderghem n'est financièrement pas envisageableactuellement mais cela n'empêche pas les auderghemois et auderghemoises de pouvoir bénéficier despiscines dans les communes avoisinantes.

En 2023, pour la première année, a eu l'action « Tous à l'eau ». Cette action permettait un remboursement partiel d'un abonnement annuel ou d'une carte de 10 entrées dans une piscine communale bruxelloise.

Un encouragement financier pour les auderghemoises et auderghemois à faire de la natation, un sport qui peut être pratiqué par un large public.

Nos questions sont les suivantes :

- Quel a été le succès de l'action pour l'année 2023 ?
- L'action sera-t-elle renouvelée en 2024 ?
- Avez-vous des statistiques sur les différentes piscines fréquentées ?

Nous vous remercions pour votre attention.

François Lebovy et Ivo Van Ginneken

Conseillers communaux Ecolo-Groen

Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :

Chers messieurs les Conseillers communaux,

L'action Tous à l'Eau de cet été a effectivement été un succès. A un tel point, que le service des Sports a été submergé par les interpellations des Auderghemois qui ont réagi directement après que nous ayons communiqué.

Le service et moi-même avons reçu beaucoup de retours positifs et constructifs de la part des citoyens. Le gestionnaire de la piscine de la VUB m'a également écrit pour nous remercier de cette action car il a constaté une augmentation du nombre d'Auderghemois fréquentant la piscine et qui lui précisait que c'était grâce aux chèques piscine de la Commune d'Auderghem. Bon, il est vrai que la piscine de la VUB n'était pas incluse dans le règlement de cet été mais l'est bien désormais suite aux nombreuses demandes qui nous sont parvenues.

Au total, nous avons délivré 319 chèques piscine. L'enveloppe budgétaire a été épuisée ; nous avons même dû opérer une modification budgétaire pour pouvoir répondre aux dernières demandes. Il a fallu hélas aussi refuser des demandes qui nous parvenaient encore bien après la période définie de l'action.

Le constat est clair : l'objectif d'inciter à la pratique sportive et de promouvoir ce sport, qui reste accessible au plus grand nombre, a été largement atteint. D'ailleurs, nous n'avons pas encore communiqué et nous recevons déjà des demandes pour cette année.

Au vu de ce succès, je suis donc ravie de pouvoir annoncer que les chèques piscine deviennent désormais annuels. Nous avons tous voté le budget 2024 et le règlement Tous à l'Eau lors du Conseil communal de décembre : tout citoyen auderghemois peut introduire sa demande du 1er janvier au 31 décembre. Un chèque par personne et valable pour toutes les piscines bruxelloises communales et universitaires d'une valeur de 65EUR pour un abonnement annuel, 12EUR pour une carte 10 entrées et 32,5EUR pour les abonnements 6 mois. Cette dernière option a été ajoutée au règlement suite aussi à de multiples demandes.

Grâce aux statistiques tenues, nous pouvons effectivement classer les piscines communales les plus fréquentées de nos auderghemois :

1. Calypso (Watermael-Boitsfort) : 162
2. Espadon (Etterbeek) : 60
3. Sportcity (Woluwe-Saint-Pierre) : 57
4. Poseidon (Woluwe-Saint-Lambert) : 31
5. Longchamps (Uccle) : 5
6. Neptunium (Schaerbeek) : 2
7. Bain de Bruxelles (Bruxelles-Capitale) : 1
8. Louis Namèche (Molenbeek-Saint-Jean) : 1

Lors du lancement du projet pilote, nous avons émis l'hypothèse de cadencier la

délivrance de ces chèques qu'aux piscines les plus fréquentées mais après analyse de cet été test, nous avons décidé de laisser cette opportunité pour toutes les piscines communales (et universitaires) bruxelloises afin de ne pénaliser aucun Auderghemois. Je prends pour exemple un Auderghemois qui travaille dans le Nord de la Capitale et qui a pour habitude de nager sur son temps de midi, comme c'est le cas de beaucoup de pratiquer une activité sportive sur ces temps de pause, il pourra lui aussi bénéficier d'un chèque piscine. Personne n'est discriminé dans cette action.

Voilà pour le bilan de l'action Tous à l'Eau... Y a plus qu'à aller nager. On ne cesse de le répéter : le sport est essentiel pour la bonne santé physique et mentale !

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heren François Lebovy en Ivo Van Ginneken (ECOLO-GROEN) : Iedereen het water in

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren leden van de Raad,
Beste collega's,

Een gemeentelijk zwembad bouwen in Oudergem is op dit moment financieel niet haalbaar, maar dat betekent niet dat de inwoners van Oudergem niet kunnen profiteren van zwembaden in naburige gemeenten.

In 2023 werd voor het eerste jaar de "Tous à l'eau"-regeling ingevoerd. Deze regeling voorzag in een gedeeltelijke terugbetaling van een jaarabonnement of een abonnement van 10 abonnementen op een gemeentelijk zwembad in Brussel.

Een financiële stimulans voor de inwoners van Audergne om te gaan zwemmen, een sport die door een breed publiek kan worden beoefend.

Onze vragen zijn als volgt:

- Hoe succesvol is de 2023-actie geweest?
- Wordt de actie in 2024 herhaald?
- Heb je statistieken over de verschillende zwembaden die je gebruikt?

Bedankt voor uw aandacht.

François Lebovy en Ivo Van Ginneken
Gemeenteraadsleden van Ecolo-Groen

Antwoord van Éloïse Defosset, Schepen :

Geachte gemeenteraadsleden,

De "Iedereen het water in"-campagne van deze zomer was een succes. Zo succesvol zelfs dat de sportdienst overspoeld werd door oproepen van inwoners van Oudergem, die onmiddellijk reageerden nadat we een bericht hadden verstuurd.

De dienst en ik hebben veel positieve en constructieve feedback gekregen van de bewoners. Ook de uitbater van het zwembad van de VUB heeft me geschreven om ons te bedanken voor deze actie, want hij had gemerkt dat het aantal inwoners van Oudergem dat het zwembad gebruikte, was toegenomen en hij zei dat dit te danken was aan de badcheques van de gemeente Oudergem. Het is waar dat het zwembad van de VUB deze zomer niet was opgenomen in het reglement, maar nu wel, na de vele aanvragen die we kregen.

In totaal hebben we 319 zwembadbonnen uitgegeven. Het budget was uitgeput; we hebben zelfs een budgetaanpassing moeten doen om aan de laatste aanvragen te kunnen voldoen. Helaas moesten we ook aanvragen afwijzen die ruim na de gestelde termijn binnenkwamen.

Het is duidelijk dat het doel om mensen aan te moedigen om te gaan sporten en deze sport, die voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk is, te promoten, grotendeels is

bereikt. Sterker nog, we hebben onze plannen nog niet bekendgemaakt en we ontvangen nu al aanvragen voor dit jaar.

Gezien dit succes ben ik blij te kunnen aankondigen dat de zwembadcheques voortaan jaarlijks zullen worden toegekend. Tijdens de gemeenteraadszitting van december hebben we allemaal voor de begroting 2024 en het “Iedereen het water in”-reglement gestemd: elke inwoner van Oudergem kan een aanvraag indienen van 1er januari tot 31 december. Eén cheque per persoon, geldig voor alle gemeentelijke en universitaire zwembaden in Brussel, ter waarde van €65 voor een jaarabonnement, €12 voor een 10-rittenkaart en €32,5 voor een 6-maandenabonnement. Deze laatste optie is aan de regels toegevoegd op veler verzoek.

Dankzij de statistieken die we bijhouden, kunnen we een rangschikking maken van de lokale zwembaden die het populairst zijn bij de inwoners van Oudergem:

1. Calypso (Watermaal-Bosvoorde): 162
2. Espadon (Etterbeek): 60
3. Sportcity (Sint-Pieters-Woluwe): 57
4. Poseidon (Sint-Lambrechts-Woluwe): 31
5. Longchamps (Ukkel): 5
6. Neptunium (Schaarbeek): 2
7. Bain de Bruxelles (Brussel-Hoofdstad): 1
8. Louis Namèche (Sint-Jans-Molenbeek): 1

Bij de lancering van het proefproject hadden we voorgesteld om deze bonnen enkel te verstrekken aan de populairste zwembaden, maar na analyse van de test van deze zomer hebben we besloten om deze optie open te laten voor alle gemeentelijke (en universitaire) zwembaden in Brussel om geen enkele inwoner van Oudergem te benadelen. Neem bijvoorbeeld een Oudergemnaar die in het noorden van de hoofdstad werkt en gewend is om 's middags te zwemmen, zoals velen doen, en die ook zal kunnen genieten van een zwembadvoucher. Niemand wordt gediscrimineerd in deze regeling.

Dat was het voor de “Iedereen het water in”-campagne... Je hoeft nu alleen nog maar te gaan zwemmen. We blijven het zeggen: sport is essentieel voor een goede fysieke en mentale gezondheid!

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0019

Secrétariat

Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : le projet de maille Chant d'Oiseau

Monsieur le Président
Madame la Bourgmestre,
Cher.e.s collègues,

Le 29 janvier dernier s’est tenue une réunion d’information à destination des riverains auderghemois et wolusanpétrusien afin de présenter le diagnostic et l’étude de mobilité dans le cadre du projet de quartier apaisé Chant d’Oiseau.

Cette séance a rencontré un beau succès de participation et des nombreuses interventions ont pu être faites par les riverains.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous nous faire un point sur le processus et nous indiquer les principaux points d’attention évoqué lors de la réunion du 29 janvier ?
- De nouvelles réunions sont-elles prévues pour permettre aux riverains qui n’ont

pas pu assister de quand même avoir une présentation ? Les informations diffusées seront-elles accessibles à tout un chacun ?

- Quelles sont maintenant les futures étapes ? Dans quel délai ?
- Vous avez mentionné à de nombreuses reprises que rien ne serait décidé sans l'aval des riverains, est-ce bien toujours votre intention ? Comment sera organisée la suite de la participation citoyenne ? Comment leurs remarques sont-elles prises en compte et le seront dans le futur ?

Je vous remercie,
Stéphanie Paulissen
Conseillère communale
Cheffe de groupe – Liste de la Bourgmestre DÉFI

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,
Monsieur le conseiller,

Le 29 février dernier s'est en effet tenu la première des deux réunions d'information à destination des riverains du quartier du Chant d'Oiseau sur le diagnostic de mobilité du quartier dans le cadre du projet de quartier apaisé dont la phase d'étude a commencé en 2022. La deuxième aura lieu ce lundi 12 février à Woluwe-Saint-Pierre. Ces deux réunions d'information sont la dernière étape de la phase 1 du projet. Pour rappel, car nous avons déjà pu aborder à plusieurs reprises ce dossier au sein de ce conseil, la phase 1 vise à établir avec l'aide de bureaux d'études et des services de mobilité des deux communes, un diagnostic de la mobilité pour les réseaux piéton, cyclable, de transports publics, automobile et poids lourds. Ce diagnostic a été enrichi par des constats de terrain via une enquête publique à laquelle plus de 1.000 personnes ont participé et via des visites exploratoires avec près de 200 riverains dans le quartier. Nous assumons donc notre engagement de consulter étroitement les riverains sur ce projet.

La présentation n'avait pas pour objectif de présenter un nouveau plan de circulation mais uniquement de faire un état des lieux le plus objectif possible sur la situation de mobilité et des espaces publics dans le quartier.

Le diagnostic a permis de mettre en lumière plusieurs problèmes dans le quartier : excès de vitesse avenue du Chant d'Oiseau, espace insuffisant pour le croisement des véhicules... Des problèmes de trafic trop élevé ont été pointés à différents endroits comme par exemple l'avenue du Kouter, la rue du Bemel ou encore l'avenue des Paradisiens.

C'est maintenant sur cette base que les bureaux d'études vont plancher sur l'élaboration de différents scénarios de modification du plan de circulation dans le quartier. Mais il ne s'agit pas de contraindre pour contraindre, mais voir ce qu'on peut améliorer dans le quartier.

La soirée s'est déroulée dans une ambiance constructive et respectueuse. Chacun a pu s'exprimer et donner son avis ou faire des remarques complémentaires. Bien évidemment, il y avait des prises de parole qui allaient dans les deux sens soit pour le projet soit contre le projet. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler à de nombreuses reprises, la commune tient à ce que la participation citoyenne soit au cœur du projet. Rien ne sera fait sans l'aval des riverains. Il n'y aura pas de changement pour le changement et nous ne pratiquerons pas la politique du fait accompli. Les citoyens seront encore étroitement concertés tout le long des futures étapes que ce soit par des ateliers, des visites exploratoires, des nouvelles enquêtes ou réunion d'informations.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): het Vogelzangmaasproject

Voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Beste collega's,

Op 29 januari werd een informatievergadering gehouden voor de bewoners van Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe om de diagnose en de mobiliteitsstudie voor het wijkproject Vogelzang voor te stellen.

De bijeenkomst werd zeer goed bezocht en er werd een groot aantal bijdragen geleverd door buurtbewoners.

Ik heb de volgende vragen:

Kunt u ons een update geven van het proces en een overzicht geven van de belangrijkste aandachtspunten die tijdens de vergadering op 29 januari naar voren zijn gebracht?

Zijn er nog meer bijeenkomsten gepland zodat omwonenden die niet aanwezig konden zijn, toch een presentatie kunnen bijwonen? Zal de verstrekte informatie voor iedereen toegankelijk zijn?

- Wat zijn de volgende stappen? Wat is het tijdschema?
- U hebt herhaaldelijk gezegd dat er niets zou worden beslist zonder de goedkeuring van de omwonenden. Is dit nog steeds uw bedoeling? Hoe zal verdere burgerparticipatie worden georganiseerd? Hoe zal er in de toekomst rekening worden gehouden met hun opmerkingen?

Hartelijk dank,

Stéphanie Paulissen

Gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :

Raadslid,

Op 29 februari vond de eerste van twee informatievergaderingen plaats voor de bewoners van de wijk Vogelzang om de diagnose van de mobiliteit in de wijk te bespreken in het kader van het project voor een rustigere wijk, waarvan de studiefase in 2022 van start ging. De tweede vindt plaats op maandag 12 februari in Sint-Pieters-Woluwe.

Deze twee informatievergaderingen vormen de laatste fase van fase 1 van het project. Ter herinnering, omdat we dit onderwerp al meermaals hebben kunnen bespreken in deze raad, is het doel van fase 1 om, met de hulp van adviesbureaus en de mobiliteitsdiensten van de twee gemeenten, een mobiliteitsdiagnose op te stellen voor de netwerken van voetgangers, fietsers, openbaar vervoer, auto's en vrachtwagens. Deze analyse werd aangevuld met observaties uit het veld, via een publieksenquête waaraan meer dan 1.000 mensen deelnamen, en via verkennende bezoeken met bijna 200 buurtbewoners. We houden ons dus aan onze belofte om de omwonenden nauw te raadplegen over dit project.

Het doel van de presentatie was niet om een nieuw verkeersplan te presenteren, maar gewoon om een zo objectief mogelijk overzicht te geven van de situatie op het gebied van mobiliteit en openbare ruimte in de wijk.

De enquête bracht een aantal problemen in de buurt aan het licht, zoals te hard rijden op de Vogelzanglaan, onvoldoende ruimte voor voertuigen om elkaar te passeren, enz. Er werd ook buitensporig veel verkeer vastgesteld op een aantal plaatsen, waaronder de Kouter, de Bemelstraat en de Paradijsvogelslaan.

Op basis hiervan gaan de ontwerp bureaus nu werken aan verschillende scenario's om het verkeersplan in de wijk aan te passen. Maar het gaat er niet om dingen te forceren om het forceren, maar om te kijken wat er gedaan kan worden om het gebied te

verbeteren.

De avond verliep in een constructieve en respectvolle sfeer. Iedereen kon zich uiten en zijn mening geven of aanvullende opmerkingen maken. Natuurlijk waren er mensen die zich van twee kanten lieten horen, voor of tegen het project. Zoals ik al meermaals heb kunnen zeggen, wil de gemeente ervoor zorgen dat inspraak centraal staat in het project. Er wordt niets gedaan zonder de goedkeuring van de omwonenden. Er komt geen verandering omwille van de verandering en we zullen geen beleid voeren van voldongen feiten. Het publiek zal in alle toekomstige stadia nauw geraadpleegd blijven worden, via workshops, verkennende bezoeken, nieuwe enquêtes of informatiebijeenkomsten.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0020

Secrétariat

Question orale de Monsieur Christian Grétry et Madame Marie-Pierre Bauwens (ECOLO-GROEN) : maille Chant d'Oiseau

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,

Le 29 février 2024 une soirée d'information a été organisée au centre culturel afin de présenter les résultats du diagnostic de la mobilité du quartier apaisé Chant d'Oiseau à la suite des réunions d'information et d'échanges, des promenades citoyennes.

Pour rappel, cette phase d'étude, en plusieurs étapes, vise à définir un plan de circulation optimal pour améliorer la qualité de vie de pour tous les habitants et usagers du quartier.

Nos questions sont les suivantes :

- Comment s'est déroulé la soirée ?
- Quelles ont été les réactions du public ?
- Quelles sont les prochaines échéances du dossier ?

Merci de vos réponses.

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,
Monsieur le conseiller,

Le 29 février dernier s'est en effet tenu la première des deux réunions d'information à destination des riverains du quartier du Chant d'Oiseau sur le diagnostic de mobilité du quartier dans le cadre du projet de quartier apaisé dont la phase d'étude a commencé en 2022. La deuxième aura lieu ce lundi 12 février à Woluwe-Saint-Pierre. Ces deux réunions d'information sont la dernière étape de la phase 1 du projet. Pour rappel, car nous avons déjà pu aborder à plusieurs reprises ce dossier au sein de ce conseil, la phase 1 vise à établir avec l'aide de bureaux d'études et des services de mobilité des deux communes, un diagnostic de la mobilité pour les réseaux piéton, cyclable, de transports publics, automobile et poids lourds. Ce diagnostic a été enrichi par des constats de terrain via une enquête publique à laquelle plus de 1.000 personnes ont participé et via des visites exploratoires avec près de 200 riverains dans le quartier. Nous assumons donc notre engagement de consulter étroitement les riverains sur ce projet.

La présentation n'avait pas pour objectif de présenter un nouveau plan de circulation mais uniquement de faire un état des lieux le plus objectif possible sur la situation de mobilité et des espaces publics dans le quartier.

Le diagnostic a permis de mettre en lumière plusieurs problèmes dans le quartier : excès de vitesse avenue du Chant d'Oiseau, espace insuffisant pour le croisement des véhicules... Des problèmes de trafic trop élevé ont été pointés à différents endroits comme par exemple l'avenue du Kouter, la rue du Bemel ou encore l'avenue des Paradisiens.

C'est maintenant sur cette base que les bureaux d'études vont plancher sur l'élaboration de différents scénarios de modification du plan de circulation dans le quartier. Mais il ne s'agit pas de contraindre pour contraindre, mais voir ce qu'on peut améliorer dans le quartier.

La soirée s'est déroulée dans une ambiance constructive et respectueuse. Chacun a pu s'exprimer et donner son avis ou faire des remarques complémentaires. Bien évidemment, il y avait des prises de parole qui allaient dans les deux sens soit pour le projet soit contre le projet. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler à de nombreuses reprises, la commune tient à ce que la participation citoyenne soit au cœur du projet. Rien ne sera fait sans l'aval des riverains. Il n'y aura pas de changement pour le changement et nous ne pratiquerons pas la politique du fait accompli. Les citoyens seront encore étroitement concertés tout le long des futures étapes que ce soit par des ateliers, des visites exploratoires, des nouvelles enquêtes ou réunion d'informations.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heer Christian Grétry en mevrouw Marie-Pierre Bauwens (ECOLO-GROEN) : Vogelzangmaas

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Op 29 februari 2024 werd in het cultureel centrum een informatieavond georganiseerd om de resultaten van de mobiliteitsanalyse van de wijk Vogelzang voor te stellen, na de informatie- en discussiebijeenkomsten en de burgerwandelingen.

Ter herinnering: dit onderzoek in meerdere fasen heeft als doel een optimaal verkeersplan op te stellen om de levenskwaliteit voor alle bewoners en gebruikers van het gebied te verbeteren.

Onze vragen zijn als volgt:

- Hoe verliep de avond?
- Wat waren de reacties van het publiek?
- Wat zijn de volgende deadlines?

Bedankt voor uw antwoorden.

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :

Raadslid,

Op 29 februari vond de eerste van twee informatievergaderingen plaats voor de bewoners van de wijk Vogelzang om de diagnose van de mobiliteit in de wijk te bespreken in het kader van het project voor een rustigere wijk, waarvan de studiefase in 2022 van start ging. De tweede vindt plaats op maandag 12 februari in Sint-Pieters-Woluwe.

Deze twee informatievergaderingen vormen de laatste fase van fase 1 van het project. Ter herinnering, omdat we dit onderwerp al meermaals hebben kunnen bespreken in deze raad, is het doel van fase 1 om, met de hulp van adviesbureaus en de mobiliteitsdiensten van de twee gemeenten, een mobiliteitsdiagnose op te stellen voor de netwerken van voetgangers, fietsers, openbaar vervoer, auto's en vrachtwagens. Deze analyse werd aangevuld met observaties uit het veld, via een publieksenquête waaraan meer dan 1.000 mensen deelnamen, en via verkennende bezoeken met bijna 200 buurtbewoners. We houden ons dus aan onze belofte om de omwonenden nauw te raadplegen over dit project.

Het doel van de presentatie was niet om een nieuw verkeersplan te presenteren, maar gewoon om een zo objectief mogelijk overzicht te geven van de situatie op het gebied van mobiliteit en openbare ruimte in de wijk.

De enquête bracht een aantal problemen in de buurt aan het licht, zoals te hard rijden op de Vogelzanglaan, onvoldoende ruimte voor voertuigen om elkaar te passeren, enz. Er werd ook buitensporig veel verkeer vastgesteld op een aantal plaatsen, waaronder de Kouter, de Bemelstraat en de Paradijsvogelslaan.

Op basis hiervan gaan de ontwerp bureaus nu werken aan verschillende scenario's om het verkeersplan in de wijk aan te passen. Maar het gaat er niet om dingen te forceren om het forceren, maar om te kijken wat er gedaan kan worden om het gebied te verbeteren.

De avond verliep in een constructieve en respectvolle sfeer. Iedereen kon zich uiten en zijn mening geven of aanvullende opmerkingen maken. Natuurlijk waren er mensen die zich van twee kanten lieten horen, voor of tegen het project. Zoals ik al meermaals heb kunnen zeggen, wil de gemeente ervoor zorgen dat inspraak centraal staat in het project. Er wordt niets gedaan zonder de goedkeuring van de omwonenden. Er komt geen verandering omwille van de verandering en we zullen geen beleid voeren van voldongen feiten. Het publiek zal in alle toekomstige stadia nauw geraadpleegd blijven worden, via workshops, verkennende bezoeken, nieuwe enquêtes of informatiebijeenkomsten.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0021

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : l'avenir du projet immobilier sur les anciennes Glacières royales

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Les 3 communes concernées par le projet immobilier sur les anciennes Glacières royales (Etterbeek, Ixelles et Auderghem) ont émis début janvier 2024 un avis défavorable à propos de ce projet. De son côté, la région de Bruxelles-Capitale (Urban.brussels) avait donné un avis favorable le 27 juillet 2023.

Pour rappel, ce projet, porté par Bouygues Immobilier, vise à construire 171 logements, 220 kots et 3.500 m² de commerces sur le site des anciennes Glacières royales.

Nous nous interrogeons sur la stratégie relative à ce terrain, compte tenu des éléments suivants :

- Le terrain, qui appartient à la société de promotion immobilière e-maprod et à

Belgian Land, est à l'abandon depuis plus de 2 décennies.

- Il y a un manque d'hébergements d'étudiants à Bruxelles. Selon l'organisation étudiante Brik et Perspective.Brussels, le manque actuel est de 9.000-12.000 kots. Et jusqu'en 2030, on aura besoin de 20.000 à 55.000 kots supplémentaires.
- Le prix du logement est globalement élevé à Bruxelles et risque de monter davantage si l'offre du logement ne s'accroît pas plus rapidement.
- La chaussée de Wavre a bien besoin d'une redynamisation à Auderghem.

Nos questions sont les suivantes :

1. Quelle est la vision de la commune d'Auderghem pour valoriser ce terrain après 20 ans de friche ?
2. Le Collège est-il conscient du problème de manque d'hébergements étudiants, que ce soient des étudiants francophones, néerlandophones ou anglophones ?
3. De quelle manière pourriez-vous relever ce défi en saisissant l'opportunité d'un terrain vide, à côté d'une université?
4. Y a-t-il un projet pour redynamiser la Chaussée de Wavre et attirer davantage de commerces de qualité?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Mesdames les conseillères communales,

Je vous remercie pour vos questions à propos de ce vaste terrain aux portes de la commune.

Au début des années 70, la V.U.B. et l'U.L.B. s'installaient sur l'ancienne plaine des manœuvres. Rappelons qu'une loi fixe un quota de logements en fonction de la «taille» de l'université. La V.U.B. disposa ainsi d'un arrêté royal d'expropriation portant sur l'îlot concerné.

En fait, il n'a jamais utilisé cet arrêté. La V.U.B. acquit bon nombre de maisons en traitant de gré à gré avec les propriétaires. Elle en destina une bonne part au logement de ses étudiants, elle en laissa pourrir quelques-uns et entreprit d'en démolir d'autres.

Après bien des péripéties, l'université et la commune se mirent d'accord: la V.U.B. aménage le 1er îlot (celui qui jouxte le boulevard Général Jacques) selon ses besoins et elle s'engage à céder à la commune divers biens dont elle n'a pas l'utilité dans le quartier de la Chasse Royale. La commune les a rénovés.

La VUB n'a rien entrepris sur le terrain qu'elle possédait.

Au contraire, elle l'a cédé à un propriétaire privé qui a introduit en 2007 une demande de permis d'urbanisme délivré et purgé de tout recours. Ce projet n'a pas été construit. Le terrain a été cédé à un nouveau propriétaire qui a introduit plusieurs demandes de permis visant à construire un ensemble d'immeuble composé de surfaces commerciales, de logements, de logements étudiants, d'un petit équipement collectif visant à valoriser l'ancienne glacière. Ces projets ont fait l'objet de remarques visant principalement les gabarits excessifs, l'insuffisance d'espace de pleine terre et de plantations.

En 2022 et 2023, une étude d'incidences a eu lieu. Nos remarques n'ont été suivies d'aucun effet suffisant.

Malgré l'avis défavorable de la commune d'Auderghem, et d'Ixelles et d'Etterbeek, communes impactées. La région a émis un avis favorable conditionnel et a fait savoir au demandeur les conditions à respecter pour obtenir le permis.

Ces conditions étaient à ce point importantes que le demandeur a considéré ne pas pouvoir y répondre. Le propriétaire m'a fait savoir qu'il se séparait du demandeur et a introduit auprès de la région des documents qualifiés de modifications à l'initiative du demandeur. Ceux-ci sont très incomplets. Un délai de 6 mois est ouvert pour

compléter le dossier et reprendre la procédure.

Nous ignorons les intentions du demandeurs.

Nous ne sommes pas opposés à la construction de ce terrain et sommes ouverts à un projet de logements avec commerces au rez-de-chaussée ménageant des reculs à front du boulevard général Jacques et de la chaussée de Wavre, un équipement collectif, la restauration de la glacière, des logements étudiants le long de la chaussée de Wavre en prolongement des logements de la VUB avenue Henri Schoofs... et un intérieur d'îlot avec des plantations en pleine terre. Tout ceci avec des gabarits et une qualité architecturale compatible avec l'importance stratégique des lieux.

Le Collège est conscient du problème de manque d'hébergements étudiants mais constate aussi que les universités disposaient de terrains susceptibles de les héberger et qu'elles ont préféré les vendre au secteur privé. Comprenne qui pourra.

D'autres projets de logements étudiants ont été construits à front du boulevard du Triomphe, nous les avons soutenus.

La chaussée de Wavre a été redynamisée par le projet chasse Royale. Il subsiste un ensemble de terrain entre la rue de la Stratégie, la chaussée de Wavre et le boulevard du Triomphe. Nous sommes à l'initiative du projet Wastra qui y a été développé. Les permis sont délivrés. Le permis d'urbanisme est contesté devant le conseil d'état par deux habitants avec lesquels nous poursuivons les discussions en vue de pouvoir poursuivre la réalisation du projet. Les démolitions sont en cours. C'est avec le terrain des glacières le dernier tronçon de la chaussée de Wavre à revitaliser.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): de toekomst van het bouwproject op voormalige Koninklijke Ijskelders

Meneer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad,

Begin januari 2024 brachten de 3 gemeenten die betrokken zijn bij het bouwproject op de voormalige Koninklijke Ijskelders (Etterbeek, Elsene en Oudergem) een ongunstig advies uit over het project. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Urban.brussels) had op 27 juli 2023 een gunstig advies uitgebracht.

Het project, geleid door Bouygues Immobiliër, heeft als doel 171 woningen, 220 kots en 3.500 m² winkels te bouwen op het terrein van de voormalige Koninklijke Ijskelders.

We hebben vragen over de strategie voor dit land, gezien de volgende factoren:

- De grond, die eigendom is van het vastgoedontwikkelingsbedrijf e-maprod en Belgian Land, ligt er al meer dan 2 decennia braak bij.
- Er is een tekort aan studentenhuisvesting in Brussel. Volgens de studentenorganisatie Brik en Perspective.Brussels bedraagt het huidige tekort 9.000-12.000 kots. En tegen 2030 zullen er 20.000 tot 55.000 kots extra nodig zijn.
- De huizenprijzen zijn over het algemeen hoog in Brussel en zullen waarschijnlijk verder stijgen als het aanbod van woningen niet sneller toeneemt.
- De Waversesteenweg in Oudergem moet dringend nieuw leven worden ingeblazen.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Wat is de visie van Oudergem om dit land na 20 jaar verwaarlozing te ontwikkelen?
2. Is de Academie zich bewust van het probleem van het gebrek aan studentenhuysvesting, zowel voor Franstalige, Nederlandstalige als Engelstalige studenten?
3. Hoe kun je deze uitdaging aangaan door de kans te grijpen van een lege locatie naast een universiteit?
4. Zijn er plannen om de Waversesteenweg nieuw leven in te blazen en meer kwaliteitswinkels aan te trekken?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :

Raadsleden,

Bedankt voor je vragen over dit uitgestrekte stuk land aan de rand van de stad.

In het begin van de jaren 1970 namen de V.U.B. en de U.L.B. hun intrek in de voormalige “Plaine des Manœuvres”. Er zij aan herinnerd dat een wet een huysvestingsquotum vastlegde in functie van de 'grootte' van de universiteit. De V.U.B. verkreeg dus een koninklijk onteigeningsbesluit voor het blok in kwestie.

In feite heeft hij dit decreet nooit gebruikt. De V.U.B. kocht een groot aantal huizen in onderling overleg met de eigenaars. De V.U.B. gebruikte er veel van om haar studenten te huysvesten, liet sommige verrotten en begon andere te slopen.

Na veel ups en downs kwamen de universiteit en de lokale overheid tot een overeenkomst: de V.U.B. zou het 1e blok (dat naast de boulevard Général Jacques) ontwikkelen volgens haar behoeften en ze verplichtte zich om verschillende eigendommen in het Koninklijke Jacht gebied die ze niet meer kon gebruiken, over te dragen aan de lokale overheid. Deze panden zijn door de gemeente gerenoveerd.

De VUB voerde geen werkzaamheden uit op de grond die haar eigendom was.

Integendeel, het werd verkocht aan een particuliere eigenaar die in 2007 een bouwvergunning aanvraag, die werd verleend en er werd geen beroep aangetekend. Het project is nooit gebouwd. Het land werd verkocht aan een nieuwe eigenaar die verschillende aanvragen indiende voor een bouwvergunning om een complex van commerciële ruimten, woningen, studentenhuysvesting en een kleine gemeenschapsfaciliteit te bouwen om de voormalige ijshal te ontwikkelen. Er werden een aantal opmerkingen gemaakt over deze projecten, voornamelijk over de buitensporige omvang van de gebouwen en het gebrek aan open ruimte en beplanting. In 2022 en 2023 werd een effectbeoordeling uitgevoerd. Er is onvoldoende gevolg gegeven aan onze opmerkingen.

Ondanks het ongunstige advies van de gemeente Oudergem en van de betrokken gemeenten Elsene en Etterbeek. Het gewest bracht een voorwaardelijk gunstig advies uit en informeerde de aanvrager over de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om de vergunning te verkrijgen.

Deze voorwaarden waren zo belangrijk dat de aanvrager vond dat hij er niet aan kon voldoen. De eigenaar heeft me laten weten dat hij zich losmaakt van de aanvrager en documenten heeft ingediend bij de regio die kunnen worden aangemerkt als door de aanvrager geïnitieerde wijzigingen. Deze documenten zijn zeer onvolledig. Er is een termijn van 6 maanden om het dossier aan te vullen en de procedure te hervatten.

We kennen de bedoelingen van de aanvragers niet.

Wij zijn niet gekant tegen bebouwing op deze site en staan open voor een woonproject met winkels op de gelijkvloerse verdieping, teruggetrokken van de Generaal Jacqueslaan en de Waversesteenweg, gemeenschapsvoorzieningen, restauratie van de ijskelder, studentenhuysvesting langs de Waversesteenweg in het verlengde van de VUB-huysvesting aan de Henri Schoofsiaan... en een binnenblok met open terreinbeplanting. Dit alles met een schaal en architecturale kwaliteit die compatibel is

met het strategische belang van de site.

Het College is zich bewust van het probleem van het gebrek aan studentenhuisvesting, maar merkt ook op dat de universiteiten hiervoor grond beschikbaar hadden, maar deze liever aan de particuliere sector verkochten. Begrijpen wie kan.

Er zijn andere studentenhuisvestingsprojecten gebouwd langs de Triomflaan, en we hebben ze gesteund.

De Waversesteeweg is nieuw leven ingeblazen door het project Koninklijke Jacht. Er is nog een stuk land tussen de Krijgskundestraat, de Waversesteeweg en de Triomflaan. We hebben het Wastra-project geïnitieerd, dat daar is ontwikkeld. Er is een bouwvergunning verleend. De bouwvergunning wordt aangevochten bij de Raad van State door twee bewoners, met wie we in gesprek blijven om het project te kunnen voortzetten. De sloopwerkzaamheden zijn aan de gang. Samen met de Ijskelderssite is dit het laatste deel van de Waversesteeweg dat nieuw leven wordt ingeblazen.

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0022

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : travaux de la rue des Pêcheries

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Depuis plus d'un mois, les travaux de la rue des Pêcheries sont à l'arrêt. La circulation automobile y a cependant été entravée par des barrières de béton, obligeant non seulement les automobilistes en transit, mais aussi les riverains, à faire un détour significatif pour se rendre, qui à Auderghem, qui à Watermael-Boitsfort.

Selon la communication reçue par les riverains, une partie de la chaussée ne serait actuellement pas assez solide pour supporter le trafic automobile et les travaux sont interrompus en attendant des conditions climatiques meilleures.

Nos questions sont les suivantes :

1. Si la chaussée n'est pas jugée suffisamment sécurisée et stable pour supporter le trafic de transit, l'est-elle réellement pour la circulation locale ? La solidité du revêtement a-t-elle été examinée par des experts ?
2. Le tronçon entre l'avenue de Beaulieu et l'avenue du Gardon est-il le seul à être fragilisé ?
3. Sur quelle base la décision de couper la rue à cet endroit (avenue du Gardon) a-t-elle été prise ? Est-ce en fonction des flux de circulation ?
4. Des dédommagements sont-ils prévus de la part des prestataires (Vivaqua et autres) pour les retards de travaux ?
5. Quand les travaux reprendront-ils et le calendrier global a-t-il été affecté par ce retard ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,

La question de la solidité de la voirie de la rue des Pêcheries n'est pas nouvelle. Elle a été vérifiée avant l'exécution des travaux de VIVAQUA. Une campagne de sondage a été réalisée par le laboratoire Labomosan sur laquelle le Centre de Recherches Routière (CRR) nous a donné son avis. Ces sondages nous ont permis de mettre en

évidence que la composition de la voirie correspond à un dimensionnement de routes secondaires de trafic faible à moyen, mais également que la fondation de la voirie était quasiment inexistante. La rue des Pêcheries est donc tout à fait en mesure de supporter une circulation locale, mais pas à une circulation plus importante comme elle la connaît depuis la mise à sens unique du Pont Fraiteur. Un autre dossier sur lequel nous avons déjà pu échanger dans ce Conseil.

Ces informations ont d'ailleurs été transmises avant les travaux de Vivaqua aux riverains lors d'une réunion d'information et sur le site de la commune. Rien n'était donc caché.

Les travaux réalisés par Vivaqua dans la rue des Pêcheries suivent les prescriptions du CRR en ce qui concerne le rebouchage de leurs « ouvertures ». Suite à ceux-ci, la rue comporte donc des « points durs » correspondants aux parties réparées.

Ouvrir cette voirie dans cet état au trafic de véhicules plus lourds et de transit constitue en effet un risque pour la stabilité de la voirie, car lorsque ces véhicules lourds passent d'un point « dur » à un point « mou » ils peuvent causer des dégradations supplémentaires à la voirie sous l'effet de leur charge. Toute la rue est concernée par cette problématique.

D'autre part, les réparations réalisées dans la rue des Pêcheries créent de nombreuses discontinuités dans le revêtement. Lorsque des véhicules lourds passent sur ces bosses, ils occasionnent des vibrations qui sont ressenties jusque dans les habitations. C'était d'ailleurs une plainte récurrente de nombreux riverains avant même le début des travaux de Vivaqua.

Il n'était donc pas question pour les communes, je rappelle que la rue est à 50% sur Watermael-Boitsfort, de laisser la circulation reprendre comme si de rien n'était et de potentiellement se retrouver avec un effondrement de voirie ou des fissures dans les habitations. La sécurité prime avant tout le reste. Je suppose que vous partagez ce principe.

Par ailleurs, nous avons été forcés de mettre en place cette solution temporaire, car nous n'avons pas pu démarrer le chantier de refondation et de réasphaltage de la rue directement après les travaux de Vivaqua. Il y a eu un retard lié à l'obtention du permis d'urbanisme pour la réfection de la voirie. Ce retard nous a empêchés de confirmer la commande de la réfection de la voirie à VIVAQUA. Une fois la confirmation reçue de l'obtention du permis d'urbanisme, il était trop tard pour que VIVAQUA puisse organiser et réaliser les travaux de réfection de la voirie en 2023 comme initialement prévu. Il a ensuite été décidé de commun accord avec Watermael-Boitsfort de retarder l'ensemble de ce chantier après la période hivernale pour éviter la période de fortes intempéries et la fermeture hivernale des centrales à béton. Là aussi, l'objectif était de pouvoir avancer le plus vite possible dès la reprise du chantier et ne pas devoir interrompre le chantier pour cause de trop forte pluie par exemple.

La rue a été coupée pour répartir le flux de circulation et permettre au restaurant dont la clientèle vient davantage de Watermael-Boitsfort de pouvoir accéder facilement au restaurant.

A ce jour, nous n'avons pas reçu de demande d'indemnisation. Les commerçants pouvaient par contre faire une demande d'indemnisation auprès de la Région, ce qui a été fait à ma connaissance.

Les travaux reprendront le 4 mars prochain et une réunion d'information pour les riverains est prévue ce 19 février à la commune pour expliquer l'organisation de ce chantier de réasphaltage. Les invitations auprès des riverains ont été distribuées cette semaine.

Enfin, si je peux comprendre qu'une décision fasse l'objet de critiques, nous ne pouvons pas toujours être d'accord sur tout, je ne peux pas tolérer que des membres de mon service soient insultés ou intimidés par des personnes qui n'acceptent pas la situation actuelle. C'est malheureusement le cas depuis la fermeture de la rue. Je profite donc de votre question pour remercier le service Espaces publics qui depuis de

nombreux mois reste disponible pour gérer le chantier et ses aléas, mais aussi pour répondre aux remarques, interrogations, critiques de la population de manière complète et respectueuse.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): werven Visserijstraat

Meneer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren, leden van de Raad,

De werken aan de Visserijstraat liggen al meer dan een maand stil. Het verkeer is echter geblokkeerd door betonnen barrières, waardoor niet alleen het doorgaand verkeer, maar ook de buurtbewoners aanzienlijke omwegen moeten maken om in Oudergem of Watermaal-Bosvoorde te geraken.

Volgens informatie van omwonenden is een deel van de rijbaan momenteel niet sterk genoeg voor het verkeer en zijn de werkzaamheden opgeschort in afwachting van betere weersomstandigheden.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Als het wegdek niet veilig en stabiel genoeg wordt geacht voor doorgaand verkeer, is het dan wel veilig en stabiel genoeg voor bestemmingsverkeer? Is de sterkte van het oppervlak onderzocht door experts?
2. Is het deel tussen de Beaulieulaan en de Voornlaan het enige dat wordt verzwakt?
3. Op basis waarvan is besloten om de straat op dit punt af te snijden (Voornlaan)? Was het gebaseerd op de doorstroming van het verkeer?
4. Zijn er plannen om dienstverleners (Vivaqua en anderen) te compenseren voor vertragingen in het werk?
5. Wanneer worden de werkzaamheden hervat en is het algehele tijdschema beïnvloed door deze vertraging?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :

Raadslid,

De kwestie van de stevigheid van de rijbaan in de Visserijstraat is niet nieuw. Ze werd gecontroleerd voordat de VIVAQUA-werken werden uitgevoerd. Er werd een testcampagne uitgevoerd door het laboratorium Labomosan, waarover het "Centre de Recherches Routière" (CRR) ons zijn advies gaf. Uit deze proefputten bleek dat de samenstelling van de rijweg overeenkomt met de afmetingen van een secundaire weg met weinig tot middelmatig verkeer, maar ook dat de fundering van de rijweg zo goed als onbestaande was. De Visserijstraat is dus perfect geschikt voor plaatselijk verkeer, maar niet voor het zwaardere verkeer sinds de Fraiteurbrug een eenrichtingsweg is geworden. Dit is een andere kwestie die we al hebben besproken in deze Raad.

In feite werd deze informatie voorafgaand aan de Vivaqua-werken aan de omwonenden meegedeeld tijdens een informatievergadering en op de website van de gemeente. Er werd dus niets verborgen gehouden.

De werkzaamheden die Vivaqua uitvoerde in de Visserijstraat volgen de instructies van de CRR voor het opvullen van de "openingen". Het resultaat is dat de straat nu "harde plekken" heeft die overeenkomen met de herstelde zones.

Het openstellen van de weg in deze toestand voor zwaarder doorgaand verkeer vormt een risico voor de stabiliteit van de weg, want wanneer deze zware voertuigen van een "hard" punt naar een "zacht" punt gaan, kunnen ze onder invloed van hun lading verdere schade aan de weg toebrengen. De hele straat heeft last van dit probleem. Anderzijds hebben de herstellingen in de Visserijstraat talrijke onderbrekingen in het wegdek veroorzaakt. Wanneer zware voertuigen over deze hobbels rijden, veroorzaken ze trillingen die zelfs bij de mensen thuis voelbaar zijn. Dit was een terugkerende klacht van veel buurtbewoners, zelfs voordat de Vivaqua-werken begonnen.

Er was dus geen sprake van dat de lokale autoriteiten - en vergeet niet dat 50% van de weg zich in Watermaal-Bosvoorde bevindt - het verkeer zouden laten hervatten alsof er niets gebeurd was en mogelijk zouden eindigen met een instorting van de weg of scheuren in huizen. Veiligheid komt op de eerste plaats. Ik neem aan dat u dit principe deelt.

Bovendien waren we genoodzaakt om deze tijdelijke oplossing te implementeren omdat we niet onmiddellijk na de Vivaqua-werken konden beginnen met de heraanleg en herbestrating van de straat. Er was vertraging bij het verkrijgen van de bouwvergunning voor de herstelling van de weg. Door deze vertraging konden we de bestelling voor de herstelling van de weg niet aan VIVAQUA bevestigen. Zodra we de bevestiging van de bouwvergunning hadden ontvangen, was het voor VIVAQUA te laat om de wegenwerken nog te organiseren en uit te voeren in 2023, zoals oorspronkelijk gepland. In overleg met Watermaal-Bosvoorde werd dan beslist om het hele project uit te stellen tot na de winterperiode, om de periode van barre weersomstandigheden en de wintersluiting van de betoncentrales te vermijden. Ook hier was het de bedoeling om zo snel mogelijk verder te kunnen gaan zodra de werken hervat werden, en de werf niet te moeten onderbreken door bijvoorbeeld hevige regenval.

De straat werd afgesneden om de verkeersstroom te spreiden en het restaurant, waarvan de klanten voornamelijk uit Watermaal-Bosvoorde komen, een vlotte toegang te geven.

Tot op heden hebben we nog geen schadeclaims ontvangen. Winkeliers kunnen echter wel een schadeclaim indienen bij de regio en voor zover ik weet is dat ook al gebeurd. De werkzaamheden worden op 4 maart hervat en op 19 februari is er een informatiebijeenkomst voor omwonenden gepland in de gemeente om de organisatie van de herbestratingswerkzaamheden uit te leggen. Uitnodigingen voor omwonenden zijn deze week verspreid.

Tot slot, hoewel ik kan begrijpen dat een beslissing bekritiseerd kan worden - we kunnen het niet altijd over alles eens zijn - kan ik niet tolereren dat leden van mijn afdeling beledigd of geïntimideerd worden door mensen die de huidige situatie niet accepteren. Dit is helaas het geval sinds de sluiting van de straat. Ik wil daarom van uw vraag gebruik maken om de afdeling Openbare Ruimten te bedanken, die al vele maanden beschikbaar is om de locatie en de ups en downs te beheren, maar ook om op een uitgebreide en respectvolle manier te reageren op opmerkingen, vragen en kritiek van het publiek.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0023

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : l'indexation des charges d'urbanisme à Bruxelles

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Un récent article de L’Echo (20 janvier) annonçait l’indexation prochaine des charges d’urbanisme en Région bruxelloise et leur nouvelle affectation. L’article indiquait également que dans les dix communes où il y a moins de 15% de logements sociaux et où le revenu imposable médian est supérieur à la moyenne régionale – communes parmi lesquelles Auderghem est expressément citée –, les charges d’urbanisme seraient désormais obligatoirement affectées à du logement public.

Autre élément mentionné dans l’article, l’accord politique prévoirait aussi d’imposer une part de 25% de logements sociaux dans chaque projet résidentiel au-delà de 3.500 m², soit l’équivalent d’un immeuble de 35 appartements.

Nos questions sont les suivantes :

1. Quel est le montant actuellement perçu en charges d’urbanisme à Auderghem et quelle est l’affectation de ce revenu ?
2. Quelles seraient les conséquences à Auderghem si le nouveau texte entrerait en vigueur ?
3. Les communes visées ont-elles déjà été informées de cette réforme ?
4. Les deux partis de la majorité communale, Défi et Ecolo, ont-ils effectivement voté pour ce projet au niveau régional ?
5. Y a-t-il bel et bien un accord politique (lui aussi approuvé par les deux partis de la majorité communale) pour l’imposition de 25% de logements sociaux dans les nouveaux projets de plus de 3.500 m² ?
6. Y a-t-il actuellement à Auderghem des projets de cette taille qui pourraient être concernés par une telle mesure ?
7. Ne craignez-vous pas que de nombreux promoteurs de projets immobiliers en préparation à Auderghem ne renoncent à leurs plans ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Mesdames le conseillères communales,

Vos questions sont certes intéressantes mais beaucoup d’entre-elles devraient être posées via vos relais au parlement bruxellois. Nous n’avons pas participé à ces discussions.

Via Brulocalis, toutes les communes sont actuellement consultées à propos de ce projet de texte. Nous sommes en train d’établir la liste de nos remarques.

Vous nous demandez « le montant actuellement perçu en charges d’urbanisme à Auderghem et quelle est l’affectation de ce revenu ». La question n’est pas très précise mais, je tente d’y répondre. La plupart des projets donnant lieu à charges d’urbanisme sont traités par la région qui perçoit les charges. Les montants perçus sont ceux que la région nous a rétrocédé:

- en 2024 et 2023, aucune charge d’urbanisme,
- en 2022, 199.047 euros affectés à la réfection de venelles dans le quartier du Transvaal et à un équipement collectif boulevard du Triomphe
- en 2021, 100.510 euros affectés à la rénovation de trottoirs avenue Demey

Permettez-moi de vous faire constater que ces faibles montants ne permettent pas de construire de nombreux logements publics.

Plusieurs propriétaires ou promoteurs envisagent de rénover ou développer des projets de plus de 3.500 m² à Auderghem. A ce jour, ils ne m’ont fait part d’aucune crainte à propos de ce projet. Je ne doute pas qu’il vont faire connaître leur opinion auprès des décideurs régionaux. De nombreuses questions pratiques sont soulevées par ce projet.

Il est trop tôt pour en évaluer toutes les conséquences. Il n'est pas approprié de se perdre en conjectures pour le moment.

Les propriétaires et les promoteurs évaluent toujours l'intérêt d'une opération immobilière. Les surcouts éventuellement imposés par les mesures envisagées seront forcément répercutés sur les logements du projet pour autant qu'il existe des acquéreurs ou des locataires prêts à les payer.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): indexering van stedenbouwkundige lasten in Brussel

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren, leden van de Raad,

In een recent artikel in L'Echo (20 januari) werd de aanstaande indexering van de stedenbouwkundige lasten in het Brussels Gewest en hun nieuwe verdeling aangekondigd. Het artikel vermeldt ook dat in de tien gemeenten waar minder dan 15% sociale woningen zijn en waar het mediaan belastbaar inkomen hoger is dan het gewestelijk gemiddelde - gemeenten waar Oudergem uitdrukkelijk wordt vermeld - de stedenbouwkundige lasten voortaan verplicht zullen worden toegewezen aan de openbare huisvesting.

Een ander element dat in het artikel wordt vermeld, is dat het politieke akkoord ook een aandeel van 25% sociale huisvesting zou opleggen in elk woonproject van meer dan 3.500 m², het equivalent van een blok van 35 flats.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Hoeveel geld wordt er momenteel geïnd aan stedenbouwkundige lasten in Oudergem en hoe worden deze inkomsten gebruikt?
2. Wat zouden de gevolgen zijn voor Oudergem als de nieuwe wet van kracht wordt?
3. Zijn de betrokken gemeenten al op de hoogte gebracht van deze hervorming?
4. Hebben de twee partijen met de gemeentelijke meerderheid, Défi en Ecolo, daadwerkelijk voor dit project gestemd op regionaal niveau?
5. Bestaat er eigenlijk een politiek akkoord (ook goedgekeurd door de twee partijen in de gemeentelijke meerderheid) om 25% sociale woningen te eisen voor nieuwe ontwikkelingen van meer dan 3.500 m²?
6. Zijn er in Oudergem projecten van deze omvang die door een dergelijke maatregel getroffen zouden kunnen worden?
7. Bent u niet bang dat veel ontwikkelaars met woningbouwprojecten in de pijplijn in Oudergem zullen afzien van hun plannen?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, Schepen :

Raadsleden,

Uw vragen zijn zeker interessant, maar veel ervan moet u stellen via uw contacten in het Brussels Parlement. Wij hebben niet deelgenomen aan deze discussies.

Via Brulocalis worden momenteel alle gemeenten geraadpleegd over deze ontwerp tekst. We zijn bezig met het opstellen van een lijst met onze opmerkingen.

Je vraagt ons "hoeveel ontvang je momenteel aan stedenbouwkundige lasten in Oudergem en hoe worden deze inkomsten gebruikt? De vraag is niet erg precies, maar ik zal proberen ze te beantwoorden. De meeste projecten die aanleiding geven tot stedenbouwkundige lasten worden behandeld door het gewest, dat de lasten int. De

geïnde bedragen zijn de bedragen die het gewest aan ons heeft doorgestort:

- in 2024 en 2023, geen planningskosten,
- in 2022, 199.047 euro toegewezen aan het herstel van steegjes in de Transvaalwijk en aan een gemeenschapsvoorziening op de Triomflaan
- in 2021 wordt 100.510 euro uitgetrokken voor de renovatie van de trottoirs van de Demeylaan

Ik wil erop wijzen dat we met deze kleine bedragen niet veel volkshuisvesting kunnen bouwen.

Verschillende eigenaars of projectontwikkelaars zijn van plan om projecten van meer dan 3.500 m² in Oudergem te renoveren of te ontwikkelen. Tot op heden hebben zij mij nog geen bezorgdheid geuit over dit project. Ik twijfel er niet aan dat ze hun mening zullen kenbaar maken aan de regionale besluitvormers. Dit project brengt heel wat praktische problemen met zich mee. Het is nog te vroeg om alle gevolgen in te schatten. Het is niet gepast om in dit stadium te speculeren.

Eigenaren en ontwikkelaars maken altijd een afweging van de voordelen van een vastgoedontwikkeling. Eventuele extra kosten die worden opgelegd door de geplande maatregelen zullen onvermijdelijk worden doorberekend aan de woningen in het project, op voorwaarde dat er kopers of huurders zijn die bereid zijn deze kosten te betalen.

De Raad neemt akte.

08.02.2024/A/0024

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : l'incendie dans l'ancien Consulat de Chine

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Nous vous interroignons, en septembre dernier, quant à la situation du « squat » situé au 400, Boulevard du Souverain. Vous nous aviez répondu que l'installation des ressortissants moldaves au sein du bâtiment faisait l'objet d'une analyse régulière, qui n'avait alors pas encore relevé de problèmes probants de sécurité ou d'insalubrité.

La situation ayant manifestement évolué défavorablement, la Bourgmestre avait ensuite pris un arrêté, le 04 décembre, actant désormais de l'insalubrité et de la dangerosité des lieux. Il ressort des informations contenues dans la presse que les occupants avaient reçu un délai d'un mois pour quitter les lieux, mais qu'ils avaient toutefois refusé toutes les solutions proposées. Leur expulsion était donc programmée au mois de janvier.

Entretemps, le bâtiment est touché par un incendie, le 29 décembre dernier, sans qu'il y ait, heureusement, de victimes à déplorer. Suite à cela, l'expulsion de ses occupants est avancée de quelques jours et il est signalé que ceux-ci ont quitté les lieux, le 5 janvier.

A ce sujet, nos questions sont les suivantes :

1. Entre la prise de l'arrêté pour insalubrité et l'expulsion initialement prévue, un délai d'un peu plus d'un mois était prévu. Comment ce délai a-t-il été fixé ? A-t-il été envisagé de le réduire au vu de l'insécurité du bâtiment et de l'absence de collaboration des personnes sur place évoquée plus haut ?

2. Quel suivi de la situation sur place a été mis en œuvre à la suite de l'arrêté, avant, mais également après l'incendie ?
3. Savons-nous, actuellement, si les anciens occupants se trouvent toujours sur le territoire de la commune ? Il n'est évidemment pas question ici de « suivi » de ces personnes, mais plutôt d'éventuelles informations sur la base de retours de citoyens, d'associations ou de la police, par exemple.
4. Qu'en est-il aujourd'hui de l'accès au bâtiment et de vos derniers contacts avec les autorités chinoises à ce sujet ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui me permet de faire le point, je suppose de façon définitive, sur ce dossier.

Sans refaire tout l'historique, je tiens tout de même à rappeler que dès que j'ai eu connaissance de l'existence de ce squat par l'intermédiaire de la zone de police, à savoir en mars 2023, j'ai immédiatement pris contact avec les propriétaires, la République populaire de Chine, afin à la fois de les avertir de la situation mais également de leur indiquer les moyens d'actions légaux en leur possession pour faire stopper cette occupation illégale de leur bâtiment.

Comme vous le savez, jusqu'au dernier jour de cette affaire, la Chine a refusé obstinément d'entreprendre la moindre action en ce dossier (si ce n'est avoir essayé la saisine du Procureur du Roi, sans le moindre résultat), qui aurait pourtant permis une solution beaucoup plus rapide et éviter la détérioration que nous avons connue les dernières semaines précédant l'évacuation de l'immeuble.

Dès lors que la Chine se refusait à agir, et comme cela fut fait dès l'origine de ce dossier, les services de police ont contrôlé régulièrement le bâtiment. Ainsi, entre septembre 2023 (date de votre précédente question au Conseil communal) et début novembre 2023, différentes interventions policières dont certaines ayant conduit à la rédaction de procès-verbaux judiciaires, ont eu lieu, me rapportant un nombre sans cesse croissant d'occupants. J'ai alors pris la décision d'organiser une visite conjointe du SIAMU et des services techniques de la Commune en date du 8 novembre 2023. Ces deux rapports, singulièrement celui des pompiers (qui m'a été adressé seulement 3 semaines plus tard), concluaient à une dangerosité de l'immeuble (présence de réchauds et autres chauffages d'appoints branchés sur des multiprises en cascade, cuissons à l'intérieur en lieu et place du jardin comme précédemment...) et dans une moindre mesure à une insalubrité.

À la réception et lecture de ces rapports, j'ai donc décidé de prendre un Arrêté déclarant l'immeuble dangereux et insalubre et d'en prévoir l'évacuation dans les premiers jours de janvier. L'arrêté fut d'abord traduit en langue romano-moldave remis et expliqué aux squatteurs dans la foulée, ce qui prit déjà quelques jours.

Ce délai laissé, à peine plus long je le souligne que celui pris par les pompiers pour rentrer leur rapport, a été accordé afin de maximiser les chances pour les occupants de trouver une solution de relogement. Je tiens d'ailleurs à préciser que dès la date de la visite de l'immeuble par le SIAMU et les services techniques de la Commune) de nombreuses initiatives et démarches ont été prises par les services communaux pour proposer aux occupants des solutions de relogement, qui ont toutes été refusées, les occupants souhaitant rester tous ensemble (enfin c'est la raison invoquée par eux). Dès l'arrêté pris, des passages eurent lieu un jour sur deux afin de s'enquérir de l'évolution de la situation.

En outre, dès que j'ai appris début décembre par la Région que le Centre géré par Bruss'Help au 172 boulevard du Triomphe n'était plus dédié aux Ukrainiens, j'ai interrogé la Région sur la possibilité d'y accueillir tout ou partie des occupants du

boulevard du Souverain 400. Il m'a été répondu lors d'une réunion du 7 décembre que les places du Centre étaient déjà attribuées à des demandeurs d'asile et qu'il n'y avait pas de place pour les squatteurs. Les services régionaux, en particulier Bruss'Help, ont toutefois voulu effectuer un screening des différents occupants (squatteurs), qui a été réalisé les 19 et 21 décembre mais sans autre suite concrète.

L'incendie a rendu indispensable d'accélérer le processus d'évacuation. Je ne vous cache pas que j'étais furieuse d'en arriver à une telle situation alors que si les propriétaires chinois avaient pris leur responsabilités et respecté nos législations, l'affaire eut été réglée depuis longtemps.

Le jour de l'incendie, les services de police sont intervenus, épaulés par les services communaux et le CPAS. Tout s'est passé dans le calme, de nombreux squatteurs étant déjà partis préalablement, et la plupart des autres ayant chargé leurs véhicules pour le jour même.

À dater de l'incendie jusqu'au jour de l'expulsion (le 5 janvier 2024), les contacts furent quotidiens afin d'organiser l'évacuation. Les services de police ont dans la même période effectués plusieurs passages par jour dans les lieux afin de garantir la sécurité des abords directs du squat et des voisins qui se sentaient menacés par la présence des squatteurs. J'en profite pour remercier ici tout spécialement les services de polices et les services communaux qui ont, comme toujours, agi avec un grand professionnalisme et ont permis cette évacuation sans heurt.

Je ne sais pas ce que sont devenus ces squatteurs, mais selon les informations en ma possession, ils ont bel et bien quitté le territoire communal. En effet, suite à une enquête de voisinage effectuée par les services de police du 15 au 25 janvier 2024, il appert qu'aucun squatteur n'est revenu sur les lieux. Il semblerait que plusieurs de ces squatteurs se soient rendus sur la Commune de Schaerbeek, et que d'autres aient rejoint un squat à Roubaix. En un mois de temps, entre le 5 janvier et le 5 février 2024, les patrouilles de la police ne sont pas tombées sur les anciens squatteurs du 400 Souverain sur le territoire zonal de la police d'Auderghem/WB/Uccle. Dès lors, il est extrêmement peu probablement que les squatteurs soient encore présents sur notre territoire.

Concernant l'accès au bâtiment, comme cela avait été dit très clairement et répété à de multiples reprises aux autorités chinoises, il leur revenait, dès l'évacuation exécutée, à mettre tout en œuvre pour empêcher toute nouvelle occupation illégale de leur propriété. À ma connaissance, et ce depuis le 5 janvier 2024, le bâtiment est contrôlé/gardé en permanence par plusieurs gardiens. Par ailleurs, dans une lettre du 29 décembre, l'Ambassade de Chine s'était engagée à installer un système d'alerte permettant de détecter toute intrusion mais aussi de renforcer les portes et fenêtres, ou encore de contrôler les installations de gaz et électricité. En tout état de cause, et conformément à l'Arrêté du 4 décembre, toute nouvelle occupation (légale) ne pourra se faire que moyennant avis conforme du SIAMU et des services techniques communaux.

Je m'arrête ici et vous prie de m'excuser pour la longueur de ma réponse, mais la durée de ce dossier et les émotions qu'il a pu procurer – à raison - chez plusieurs de nos concitoyens, nécessitaient une réponse circonstanciée.

Je vous en remercie.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) : de brand in het voormalige Chinese consulaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Afgelopen september hebben we u gevraagd naar de situatie in het kraakpand aan de Vorstlaan 400. U vertelde ons dat de Moldaviërs die in het gebouw woonden regelmatig werden geanalyseerd, wat nog geen duidelijke veiligheids- of gezondheidsproblemen aan het licht had gebracht.

Aangezien de situatie zich duidelijk ongunstig had ontwikkeld, vaardigde de burgemeester vervolgens op 04 december een besluit uit waarbij het pand ongeschikt voor bewoning en gevaarlijk werd verklaard. Volgens persberichten kregen de bewoners een maand de tijd om het pand te ontruimen, maar ze weigerden alle voorgestelde oplossingen. Hun uitzetting was daarom gepland voor januari.

Ondertussen werd het gebouw op 29 december getroffen door een brand, gelukkig zonder slachtoffers. Als gevolg hiervan werd de uitzetting van de bewoners van het gebouw met een paar dagen vervroegd en naar verluidt verlieten zij het pand op 5 januari.

Onze vragen over dit onderwerp zijn als volgt:

1. Tussen het uitvaardigen van het insalubrisch bevel en de aanvankelijk geplande uitzetting zat iets meer dan een maand. Hoe is deze periode vastgesteld? Waren er plannen om deze in te korten gezien de onveiligheid van het gebouw en het gebrek aan medewerking van de mensen ter plaatse, zoals hierboven vermeld?
2. Hoe werd de situatie ter plaatse gecontroleerd na het bevel, zowel voor als na de brand?
3. Weten we op dit moment of de voormalige bewoners nog steeds in de gemeente wonen? Er is hier duidelijk geen sprake van het "monitoren" van deze mensen, maar eerder van mogelijke informatie op basis van feedback van burgers, verenigingen of de politie, bijvoorbeeld.
4. Wat is de huidige situatie met betrekking tot de toegang tot het gebouw en uw laatste contacten met de Chinese autoriteiten over dit onderwerp?

Hartelijk dank.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Reactie van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid geeft om een definitieve balans op te maken van deze kwestie.

Zonder het hele verhaal nog eens te herhalen, wil ik u eraan herinneren dat ik, zodra ik via de politiezone op de hoogte was van het bestaan van dit kraakpand, d.w.z. in maart 2023, onmiddellijk contact heb opgenomen met de eigenaars, de Volksrepubliek China, zowel om hen te waarschuwen voor de situatie als om hen op de hoogte te brengen van de wettelijke middelen waarover zij beschikken om een einde te maken aan deze illegale bezetting van hun gebouw.

Zoals u weet, weigerde China tot op de laatste dag van deze affaire hardnekkig om ook maar de minste actie in deze zaak te ondernemen (afgezien van tevergeefs te proberen de zaak voor te leggen aan de openbare aanklager van de koning), hoewel dit een veel snellere oplossing mogelijk zou hebben gemaakt en de verslechtering zou hebben voorkomen die we in de laatste paar weken hebben gezien voordat het gebouw werd ontruimd.

Sinds China weigerde op te treden, en zoals vanaf het begin het geval is geweest, heeft de politie het gebouw regelmatig gecontroleerd. Tussen september 2023 (de datum van uw vorige vraag aan de Gemeenteraad) en begin november 2023 hebben verschillende interventies van de politie plaatsgevonden, waarvan sommige hebben geleid tot het opstellen van gerechtelijke processen-verbaal, waarbij mij een steeds toenemend aantal bewoners werd gemeld. Ik heb toen besloten om op 8 november 2023 een gezamenlijk bezoek van de DBDMH en de technische diensten van de

gemeente te organiseren. In deze twee rapporten, met name dat van de brandweer (dat me pas 3 weken later werd toegestuurd), werd geconcludeerd dat het gebouw gevaarlijk was (met kachels en andere ruimteverwarmers die op trapsgewijs geplaatste stekkerdozen waren aangesloten, binnen koken in plaats van in de tuin, enz.

Toen ik deze rapporten ontving en las, besloot ik een decreet uit te vaardigen waarin ik het gebouw gevaarlijk en ongeschikt voor bewoning verklaarde en de ontruiming ervan in de eerste dagen van januari regelde. Het decreet werd eerst vertaald in het RomanoMoldavisch en vervolgens overhandigd en uitgelegd aan de krakers, wat al een paar dagen duurde.

De toegestane tijd, die nauwelijks langer was dan de tijd die de brandweer nodig had om haar rapport in te dienen, werd toegekend om de bewoners zoveel mogelijk kansen te bieden op het vinden van alternatieve huisvesting. Ik zou er ook op willen wijzen dat vanaf de datum van het bezoek aan het gebouw door de DBDMH en de technische diensten van de gemeente, de gemeentelijke diensten talrijke initiatieven en stappen hebben ondernomen om de bewoners alternatieve huisvesting aan te bieden, die allemaal werden geweigerd omdat de bewoners bij elkaar wilden blijven (althans, dat is de reden die ze opgaven). Zodra het bevel was uitgevaardigd, werden er om de dag bezoeken afgelegd om de situatie te controleren.

Zodra ik begin december van het Gewest vernam dat het door Bruss'Help beheerde centrum aan de Triomflaan 172 niet langer bestemd was voor Oekraïners, vroeg ik het Gewest naar de mogelijkheid om alle of een deel van de bewoners van de Vorstlaan 400 op te vangen. Tijdens een vergadering op 7 december kreeg ik te horen dat de plaatsen in het centrum al aan asielzoekers waren toegewezen en dat er geen plaats was voor krakers. De gewestelijke diensten, met name Bruss'Help, wilden wel een screening van de verschillende bewoners (krakers) uitvoeren, die plaatsvond op 19 en 21 december, maar zonder concreet gevolg.

De brand maakte het noodzakelijk om het evacuatieproces te versnellen. Ik kan niet verhullen dat ik woedend was over deze situatie, terwijl als de Chinese eigenaars hun verantwoordelijkheid hadden genomen en onze wetten hadden gerespecteerd, de zaak allang geregeld zou zijn.

Op de dag van de brand kwam de politie tussenbeide, gesteund door de gemeentelijke diensten en het OCMW. Alles verliep vlot: veel krakers waren op voorhand vertrokken en de meeste anderen hadden hun voertuigen ingeladen voor die dag.

Vanaf het moment van de brand tot de dag van de ontruiming (5 januari 2024) was er dagelijks contact om de ontruiming te organiseren. Gedurende dezelfde periode heeft de politie meerdere bezoeken per dag gebracht aan het pand om de veiligheid te waarborgen van de directe omgeving van het kraakpand en van de burens die zich bedreigd voelden door de aanwezigheid van de krakers. Ik wil graag van deze gelegenheid gebruik maken om mijn speciale dank uit te spreken aan de politie en gemeentelijke diensten die, zoals altijd, met de grootst mogelijke professionaliteit hebben gehandeld om een vlotte evacuatie te garanderen.

Ik weet niet wat er van deze krakers geworden is, maar volgens de informatie waarover ik beschik, hebben ze de gemeente inderdaad verlaten. Na een buurtonderzoek door de politie tussen 15 en 25 januari 2024 blijkt inderdaad dat geen enkele kraker naar de lokalen is teruggekeerd. Het lijkt erop dat verschillende van deze krakers naar de gemeente Schaarbeek zijn verhuisd en dat anderen zich hebben aangesloten bij een kraakpand in Roubaix. In de maand tussen 5 januari en 5 februari 2024 zijn de politiepatrouilles geen voormalige krakers van 400 Vorstlaan tegengekomen in de politiezone Oudergem/WB/Ukkel. Het is dus zeer onwaarschijnlijk dat de krakers nog op ons grondgebied aanwezig zijn.

Wat de toegang tot het gebouw betreft, werd de Chinese autoriteiten zeer duidelijk en herhaaldelijk verteld dat het hun verantwoordelijkheid was om, zodra de evacuatie was voltooid, alles te doen wat in hun macht lag om verdere illegale bezetting van hun eigendom te voorkomen. Voor zover ik weet staat het gebouw sinds 5 januari 2024

onder voortdurende controle/bewaking van verschillende bewakers. Bovendien heeft de Chinese ambassade zich er bij brief van 29 december toe verbonden een alarmsysteem te installeren om elke inbraak op te sporen, deuren en ramen te verstevigen en de gas- en elektriciteitsinstallaties te controleren. In elk geval, en in overeenstemming met het decreet van 4 december, zal elke nieuwe (wettelijke) bezetting enkel mogelijk zijn met de goedkeuring van de DBDMH en de gemeentelijke technische diensten.

Mijn excuses voor de lengte van mijn antwoord, maar de lengte van deze zaak en de emoties die het - terecht - heeft losgemaakt bij veel van onze medeburgers, vroegen om een gedetailleerd antwoord.

Hartelijk dank.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin